

Relevé des interventions des membres du CN des 15 et 16 juin 2019

Nous publions les interventions qui ont été rendues à ce jour, soit sous forme de résumés, soit intégrales. Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.

SAMEDI 15 JUIN – discussion générale

01 Denis Durand – Paris

Les communistes sont fiers de la campagne qu'ils ont menée avec Ian Brossat, et ses colistiers, parce qu'ils y ont vu le premier pas pour sortir de l'effacement. C'est un fait politique profond : il n'y aura pas de retour en arrière. Mais le résultat nous oblige à regarder en face le chemin qui reste à parcourir : une lecture possible de ce résultat est que dans la situation actuelle, 97 % des électeurs, ne voient pas dans notre projet de société une solution aux problèmes d'aujourd'hui. Ou plutôt dans ce qu'ils connaissent de notre projet de société. Car en réalité, l'essentiel reste à faire pour faire connaître et identifier le projet communiste, tel qu'il a été réaffirmé au 38ème congrès, et pour montrer qu'il est à la fois un but – une société dans laquelle l'émancipation de chacun est la condition de l'émancipation de tous – et le chemin pour y parvenir, à partir des rapports de forces créés dans les luttes immédiates. Avec une cohérence entre objectifs sociaux, écologiques, sociétaux, les moyens financiers et institutionnels de les réaliser, et les pouvoirs à conquérir pour mobiliser ces moyens. On croit parfois que ça paraît compliqué mais l'argumentation devient beaucoup plus simple quand on désigne clairement l'adversaire : le capital et sa domination que rencontrons sans cesse en face de nous dans les luttes sociales, écologiques, féministes... et dans la personne d'Emmanuel Macron. C'est bien pour cela que nous avons décidé au congrès une campagne sur le coût du capital. Par exemple, le recours à la création monétaire de la BCE pour le financement d'objectifs écologiques et sociaux comme, par exemple, le développement du fret ferroviaire, est parfois considéré comme un sujet éloigné des citoyens. Pourtant, nous avons contribué à en faire un des thèmes de la campagne européenne. Au début, Ian Brossat était le seul à en parler (il y avait consacré son premier clip de campagne). Parce qu'elle s'appuie sur des réalités – les milliers de milliards de dollars d'investissements à réaliser pour limiter le réchauffement climatique, avec l'affaire emblématique du train des primeurs – cette idée a fini par figurer, de façon plus ou moins pertinente et discutable, dans les propositions de toutes les listes de gauche. Cela peut donc être un sujet de débat et une base de rassemblement pour l'avenir, d'autant que ce sera une des grandes questions soulevées par la gauche démocrate aux États-Unis pour l'élection de 2020. Précisément, l'écologie est parfois vue comme une pierre d'achoppement pour le rassemblement de la gauche. Je pense que mettre en avant nos propositions ne sera pas un obstacle au rassemblement. J'oserai même dire que c'en est une condition. Nous avons l'avantage de disposer d'un texte de congrès dont les paragraphes consacrés à l'écologie sont parmi les plus travaillés et les plus significatifs de nos choix politiques. Nous écrivons, très précisément, que l'enjeu social et l'enjeu écologique se rejoignent contre la domination du capital, les critères de rentabilité financière, l'austérité et le système des pouvoirs. Qu'il faut une révolution dans les rapports sociaux de production, jusqu'aux techniques de production, une révolution de la répartition et de la consommation, et une révolution des pouvoirs et de la culture. Et que services publics et entreprises sont au cœur de l'enjeu écologique. C'est dans cette perspective que nous prenons au sérieux la menace climatique en proposant un plan pour développer un nouveau mix énergétique remplaçant les énergies carbonées et associant développement des énergies renouvelables avec la maîtrise publique, sociale et démocratique, d'une filière nucléaire sécurisée et renouvelée. Cette proposition est partagée très largement par les défenseurs du climat mais ils n'osent pas toujours le dire. Nous les aiderions beaucoup en la mettant en avant, et nous aiderions ainsi au rassemblement et au dépassement des faux débats sur l'énergie nucléaire. Il y a donc urgence à prendre des mesures concrètes, à commencer par l'édition du texte du congrès en brochure, pour mettre ce texte à la disposition de tous les communistes, et de tous ceux – citoyens, syndicalistes, intellectuels, personnalités diverses – qui ont regardé de nouveau vers nous pendant la campagne. Cela nous aidera à faire sentir la logique d'ensemble des multiples initiatives proposées dans le rapport.

02 Clara Gimenez – Hérault

Pour la première fois depuis 12 ans, les communistes ont mené campagne pour un candidat communiste à une élection nationale, l'implication et la motivation que les camarades ont mis dans cette campagne nous fait dire que c'est une réussite. A 24 ans et après 10 ans de carte, j'ai vécu ma première campagne électorale nationale du PCF (et ce qui en découle, organisation d'événements et de meeting, coordination de campagne etc...), c'est le cas d'un nombre important de jeunes cadres de notre organisation, ce n'est pas rien et cela doit nous interroger. Soyons fiers de la formidable campagne menée par Ian Brossat et les candidat.e.s de la liste, soyons fiers du travail que les communistes ont réalisé : les meetings bondés et l'enthousiasme à distribuer,

coller des affiches frapper aux portes et faire de nouvelles adhésions pendant la campagne mais aussi après le 26 mai (dans l'Hérault, une vingtaine d'adhésions depuis le début de l'année). Il y a à mon sens, et c'est également ce qui ressort des débats qui ont eu lieu dans l'Hérault, deux enjeux majeurs pour les années à venir : la bataille idéologique et la bataille de l'organisation. Dans un premier temps, il faut que nous puissions apparaître comme une force révolutionnaire, profondément anticapitaliste portant haut et fort un véritable projet de société, la reconstruction de la gauche ne peut être viable que si nous reconstruisons une force communiste à la hauteur des enjeux de notre époque (guerres, existence humaine menacée...). C'est peut-être ce qui nous a manqué dans la campagne européenne, pour laquelle les camarades ont pu se sentir démunis sur certaines questions, je pense notamment aux questions d'écologie (et en particulier au nucléaire).

Nous avons besoin de mener des campagnes nationales fortes capables de nous identifier et qui soient durables. Ces campagnes pourraient également donner une dimension nationale aux élections municipales, et nous permettre d'être identifiés partout. Par ailleurs, nous devons considérer les élections municipales comme un point d'étape dans la reconstruction d'une force communiste et non pas comme une fin en soi. Je terminerai sur les questions d'organisation, qui doivent à mon avis être au cœur du travail du PCF. Les organisations de base, et notamment les cellules de quartiers ou de village, ont montré toute leur importance et leur dynamique dans cette campagne, il y a urgence à faire en sorte que chaque adhérent du parti puisse militer au plus près de son lieu de vie (personnelle et/ou professionnelle) en se donnant les moyens de reconstruire et de faire vivre nos organisations de base. Le renforcement de notre organisation doit se poursuivre, en faisant en sorte que chaque adhérent puisse être accueilli dans de bonnes conditions, qu'il puisse prendre toute sa part aux débats dans les cellules/sections/fédérations, et qu'il soit rapidement formé.

03 Jean-Noël Aqua – Paris

Nous sommes à la veille d'une grève inédite et exceptionnelle du bac. Je voudrais intervenir donc sur ce front de lutte actuel qui concerne bien sûr l'enseignement et la recherche, de la maternelle aux universités et laboratoires. Deux constats à propos de la politique du gouvernement en la matière. Le premier, c'est qu'on pourrait voir toutes les réformes actuelles comme autant de projets de casse des services publics. C'est vrai. La loi Blanquer pour l'école, la réforme du lycée et du baccalauréat, la sélection de Parcoursup ... toutes ces réformes affaiblissent le service public. La loi Blanquer remet en cause le statut des personnels avec le recrutement d'étudiants précaires qui enseigneront sans avoir passé de concours. Elle organise aussi un beau cadeau aux écoles maternelles privées avec l'abaissement de l'enseignement obligatoire à 3 ans. Les réformes du lycée et du baccalauréat cassent le caractère national du diplôme, introduisant un contrôle continu avec des notes forcément locales. Parcoursup a elle découragé de nombreux étudiants qui se sont tournés vers des filières privées. L'introduction de frais d'inscription pour les étudiants étrangers a poussé toujours plus loin, cette casse du service public du supérieur et de son universalisme. Et la dernière attaque contre les statuts concerne celui des universitaires dont certains macronistes demandent de supprimer le caractère national. Et évidemment, en bons libéraux, Macron et Blanquer organisent la diminution de l'emploi public. C'est vrai dans le secondaire et les universités. C'est vrai aussi au CNRS qui a pour la première fois vu son nombre de postes baisser sous le plancher des 300 postes avec une chute à 250 postes. C'est vrai aussi dans les universités qui voient leurs nombres de postes baisser depuis Hollande, avec une accélération sous Macron. Mais mon deuxième constat sur la politique du gouvernement, c'est qu'elle ne se résume pas seulement ou simplement à la casse du service public. Elle vise un agenda politique plus dangereux. Celui de construire un système éducatif triant de plus en plus tôt les enfants, un système d'orientation précoce. Nous avons assisté dans un passé proche à un mouvement historique de massification de l'enseignement et de démocratisation de l'enseignement supérieur. Macron avec sa contre-révolution, fait marche arrière sur ce mouvement... système de tri. Ses réformes visent à trier les enfants et à les mettre dans des trajectoires scolaires déterminées (dont beaucoup se retrouveront être des impasses). Au final, il s'agit de mieux adapter la jeunesse au monde du travail : la partie « premiers de cordée » aura des formations dites d'excellence ; la partie la moins prometteuse pour le monde du travail se retrouvera dans des formations au rabais. Un peu sur le modèle anglo-saxon. Ce tri, cette école à plusieurs vitesses se retrouve à tous les niveaux :

La loi Blanquer prévoit la création d'établissements internationaux, sélectifs, avec des fonds privés... nul besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'ils s'adressent aux enfants des classes supérieures. (remarque à Paris, hier, Conseil de Paris a déclaré hors EPLEI)

Dans la réforme du lycée, la multiplication des filières introduit une orientation très précoce. Au final, le choix qu'un jeune fera en 2e va très fortement impacter toute la suite de son parcours, avec des voies de garage prévisible. Avec Parcoursup, les Universités jouent désormais la concurrence pour attirer les meilleurs profils. Au final, vont apparaître des universités dites d'excellence et d'autres de moindre qualité. Nous

savons très bien que ce tri s'avère être un tri social. Seuls 4% des enfants d'ouvriers non qualifiés obtiennent un Bac +5, alors que 40% des enfants de cadres supérieurs y arrivent.

Enjeu de classe ... au centre du projet de société ... à ne pas négliger. J'en profite d'ailleurs pour signaler le dispositif financier innovant que nous, élus communistes, avons fait voter par le Conseil de Paris pour favoriser les collèges selon leur mixité sociale. (Dispositif qui permet de fait de favoriser les collèges publics qui sont de fait les plus mixtes, tout en respectant la loi Debré). Après ce constat sur la politique gouvernementale, je voudrais dire quelques mots sur l'état des troupes. La loi Blanquer a fortement mobilisé contre elle les enseignants et les parents. Chose notable d'ailleurs, cette jonction entre syndicats et fédérations de parents d'élèves. La grève du bac aujourd'hui est imprévisible, avec des enseignants qui se sentent acculés dans cette action forte et inédite, à double tranchant. Il y a un potentiel de contestation. Mais force est de constater que ce potentiel ne cristallise pas. Mais un point non négligeable, est le manque de perspective à gauche. Le manque d'une visée qui soit à la fois profondément alternative à l'existant, et qui rassemble largement derrière elle. Et donc, en la matière comme sur les autres, il y a urgence à reprendre le flambeau de la construction collective de cette alternative. Sans unité, le rouleau compresseur du libéralisme continuera sa course folle. Alors, allons-nous réussir à sortir du piège de la division ? Des pièges de la personnalisation de la vie politique ? Saurons-nous construire un nouveau cadre réellement alternatif à vocation majoritaire ? La question est urgente tant pour les municipales que pour les présidentielles et législatives suivantes. L'enseignement et la recherche ont déjà suffisamment souffert de décennies de libéralisme. Les personnels et usagers ont besoin que l'on construise un nouvel espoir.

04 Danielle Trannoy – Gironde

Je transmets de la part de mes camarades notre souhait de saluer fraternellement la mobilisation de la liste conduite par Ian et tous nos candidats, sur le terrain, témoins des luttes dont ils sont porteurs. Merci à tous pour le bel engagement et la force que cela nous a donné. Je souhaiterai donner succinctement les premiers bilans recueillis ces derniers jours. En toute lucidité. Un avis unanime se dégage : la campagne pour ces élections européennes a été menée par les communistes qui en ont fait leur affaire, voulant toucher le monde du travail. Pour cela, dans nos bilans, il ne faut pas s'arrêter qu'aux chiffres mais approfondir nos analyses tant sur la mise en œuvre de notre ligne que de l'état de notre organisation. Premier succès depuis le Congrès de décembre. Première campagne autonome depuis 12 ans avec candidat identifié PCF. Premier succès pour l'unité des communistes. Notre souci principal, à nouveau avec cette élection, est le chiffre très important de l'abstention (environ 22 millions) de tous ceux qui ne prennent plus part aux votes depuis de nombreuses années. Nous estimons que c'est le danger capital. Nous avons repris de nombreux contacts « dans les premiers cercles de nos connaissances », nous avons perçu certaines réticences à aller voter, des incertitudes chez nos amis, camarades, sympathisants. Des doutes sur le sens politique, mais nous avons manqué de temps pour aller plus loin ensemble. Cela nous interpelle sur notre ligne politique que nous n'avons pu mettre en cohérence depuis décembre, au 38e congrès rendant difficile la ligne de notre campagne. C'est une question d'organisation à examiner. Un certain nombre de points et d'incohérences ont affaibli notre visibilité pour mettre en mouvement les forces sociales. Certaines expressions ont porté atteinte à la mobilisation et créé un certain pessimisme (Brexit, tabou de la monnaie, smic européen, sortie des traités...). D'autant que l'Humanité n'a pas joué le rôle qu'elle aurait pu jouer : lancer la campagne, apporter les échos du terrain, donner la parole à tous ceux qui se battaient pour le parti communiste. Bref un vrai journal de campagne, que nous n'avons pas eu y compris sur des débats sur des questionnements plutôt que des affirmations. Des approfondissements sont donc nécessaires de la base au sommet de notre parti pour mettre en mouvement les orientations du Congrès qui a eu le mérite de poser la nécessité d'un vrai bilan, notamment sur l'Union Européenne, sur la stratégie. Nous pensons que la campagne s'en est ressentie d'autant que les luttes s'accroissent et il nous faut réfléchir dans l'action. Sur les municipales, à partir de notre activité, nous pensons que nous devons mener une politique de fond en partant des besoins, des situations locales et avoir une ligne nationale assurant une cohérence et une visibilité nationales. De même, pour le rassemblement, des contenus dans l'action mais pas d'accord de sommet. Des camarades s'interrogent comment défendre les services publics « à la française » avec leurs critères qui en font notre spécificité ? Comment défendre notre totale souveraineté à élaborer un programme d'innovation pour des productions qui répondent aux besoins du XXIe ? Si on ne se dégage pas du cadre de l'Union Européenne ? Pour eux le cadre de la Nation reste le cadre référent. Comment aider tous les camarades à réfléchir tous ensemble ? Pour Agir. Ces questions sont dans les têtes. On ne peut « rester au milieu du gué ».

05 Maryse Montangon – Gironde

Un travail collectif de décryptage, d'argumentaire et de propositions a été élaboré par le groupe de travail retraite et c'est une étape essentielle dans la bataille des retraites. Mais je suis profondément inquiète quant à notre système de retraites et plus largement notre modèle social. Macron peut annoncer le 25 avril sans

complexe « croire en une solidarité intergénérationnelle qui fait la cohésion du pays » car il sait parfaitement que déjà, dans la tête de nombreux Français.es et notamment les jeunes générations, la retraite ils n'en auront pas ! Le matraquage médiatique et la mainmise idéologique sur la raréfaction du travail, avec les fermetures d'usines et leur lot de licenciements, l'avènement de la robotisation, la révolution numérique, l'ubérisation, l'auto-entrepreneuriat mettent le trouble dans les consciences et de fait amènent des interrogations sur la pertinence aujourd'hui du principe de la « solidarité intergénérationnelle ». Qui va payer pour ma retraite ? Pourquoi pas, dès lors, ne pas assurer individuellement le financement de ma retraite ? On assiste à une progression rampante de l'idée même de capitalisation et en cela, le système par points de Macron va, je pense, passer pour un projet réaliste. Il y a donc urgence à riposter et vite ! A la rentrée ce sera déjà trop tard tellement l'envergure de l'éducation populaire à réaliser est importante. Et je pense qu'il faut élaborer de suite une stratégie d'action pour rassembler ; pourquoi pas un appel, à l'initiative du PCF, à toutes les forces progressistes politiques, syndicales, associatives à la construction d'un front commun capable, à la rentrée, d'organiser une riposte à la hauteur de cet enjeu de société.

06 Jean-Pierre Meyer – Var

Dans le Var, comme pour beaucoup, au soir de ce scrutin a percé une légitime déception, mais force est de constater qu'elle a été très vite dépassée ; au regard de la qualité de la campagne, de la dynamique portée par nos candidats et notre tête de liste. La venue de Fabien Roussel dans le Var a mobilisé près de 400 personnes, cela faisait très longtemps que nous n'avions connu un tel engouement. Il y a un an et demi, André Chassaigne avait attiré 250 personnes et c'était déjà exceptionnel. Une fierté d'être communiste a été retrouvée. Nous avons revu beaucoup de camarades qu'on ne voyait plus et découvert de nouveaux visages. Au 31 mai, nous comptabilisons autant d'adhésions que sur toute l'année 2018. Alors déçus, mais pas abattus ! La volonté est là pour repartir à la bataille. Et déjà pour contribuer à colmater les effets du non-remboursement de nos frais de campagne. La Fédération du Var répond favorablement à un prêt de 10 000 euros ; le CD réuni le 11 juin a récolté en son sein 1400 euros, et lance une souscription exceptionnelle auprès des 700 membres du Comité de soutien à la liste conduite par Ian Brossat et auprès de toutes celles et ceux acquis à la nécessité de l'utilité du PCF et il y en a au-delà des rangs de nos électeurs. La campagne a toutefois mis en évidence qu'il fallait sans attendre poursuivre une réflexion approfondie qui n'a pas été purgée lors de notre 38^e Congrès sur des thèmes importants comme l'Europe, l'euro, le nucléaire, etc., pour ne prendre que ces exemples. Enfin, à la lumière de la bataille conduite en direction de France 2 pour donner la parole à Ian, il nous faut définir un plan de bataille permanent sur le thème : médias et PCF. Les communistes sont des gens respectables, ils doivent être respectés ! Et en parlant presse, sans le mêler aux autres, la question du journal l'Humanité doit faire l'objet d'une réflexion aussi et pas seulement pour demander aux communistes leur soutien financier. Pourquoi pas sur tous ces thèmes mettre en place des collectifs de travail pour clarifier nos positions sans attendre un prochain congrès, sans attendre une prochaine élection ? La dynamique de notre campagne doit se poursuivre pour redonner au PCF la place, le rôle et la force qui permettra d'ouvrir un contenu et un espoir grandissant à gauche dans l'action. Les propositions présentées dans le rapport introductif vont dans ce sens.

07 François Salamone – Essonne

On est tous d'accord : nous avons mené une belle campagne. Ian a été un dynamique meneur de liste et un percutant porteur d'arguments. Heureusement, car nous aurions pu finir plus bas encore. Mais notre score est là. Depuis le 26 mai j'ai entendu et lu, venant de nos rangs, des choses qui me laissent pantois. Qui peuvent se résumer à ceci : ces européennes n'auraient été qu'un tour de chauffe. Notre effacement communiste durant trop d'années, compterait pour beaucoup dans notre mauvais résultat. Cette fois la marche était trop haute. La reconquête prendra du temps. Nous avons semé. Persévérons. Rendez-vous à la prochaine fois. Bref, une sorte de : ce n'est qu'un début...continuons comme ça. Les Insoumis aussi, après leur magistral plantage, pronostiquent, qu'à la longue, ça s'arrangera. Il y a un manque terrible de lucidité : le choix de courir chacun dans son couloir identitaire n'est pas évoqué, alors qu'il a été un des éléments mortifère. Nous même, sur un possible rassemblement anti-libéral, n'avons été que très vaguement incantatoire, pas du tout un repère, ni une force d'entraînement ? Dans ces conditions, notre offre politique pouvait-elle produire un regain d'influence ? En particulier parmi ceux que nous visions : les salariés et les couches populaires. Manifestement non. Jamais nous n'avons aussi peu compté et pesé chez eux. Alors que les néo-fascistes s'y installent en horizon alternatif. Mais nous avons gagné en visibilité, nous dit-on. Mais être plus vu, nous a-t-il rendu mieux vu et surtout plus crédible ? Évidemment non. Car pour ce faire, il aurait fallu, inséparablement, travailler, à la fois les contenus, les rassemblements et une cohérence durable de perspective. Et non chercher à réactiver une énième variante d'un schéma politique usé jusqu'à la corde. Ce choix est un anachronisme historique et une impasse politique. Car les enjeux contemporains sont en totalité de nature éminemment anthropologique. Lucien Sève, disait des Verts, que leur opiniâtreté avait permis de

rendre l'écologie incontournable dans le débat politique. « aujourd'hui tout le monde est écolo. Disait-il « mais qui se dit « anthropo » ajoutait-il ? C'est à ce niveau d'exigence que le combat communiste de notre temps devrait se hisser. Et qu'une identité refondée pourrait se construire. Mais elle doit se corréler à une stratégie de rassemblement politique et citoyen grand angle et permanent, pour espérer faire vivre une visée d'émancipation humaine et imprégner les consciences. C'est à ça qu'il faut travailler. Le plus tôt sera le mieux.

08 Stéphanie Gwizdak – Hauts de Seine

Une très belle campagne qui a redonné fierté et énergie aux camarades, c'est inestimable. Nous avons élargi le cercle, mais a-t-on fait le plein des voix communistes dans ou hors le parti ? Nos résultats dans nos villes historiques interrogent. Quelques questions dans un contexte extrêmement préoccupant où il y a besoin d'un PCF fort :

1-Ne paie-t-on pas l'absence de débat lors du congrès sur notre appartenance ou pas à l'Europe ? Il aurait armé notre liste lorsque la question se posait et pu convaincre des sceptiques.

Mais notre combat pour une autre Europe ne s'arrête pas aux élections. Appuyons-nous sur la déclaration commune des PC européens publiée lors de la campagne, et travaillons à renforcer nos liens à tous les niveaux avec les partis frères pour faire évoluer le rapport de force.

2-Il a été question de redistribution de richesse, beaucoup moins de pouvoir des salariés dans les entreprises (ou de réappropriation des moyens de production) qui leur permettent de décider quoi et comment produire. C'est pourtant notre ADN. Redistribution et réappropriation sont 2 projets de société différents qui s'affrontent sur une question centrale directement en prise avec le mouvement des gilets jaunes. Considérant qu'il y a deux lieux de pouvoirs, les institutions et les entreprises, la prise du pouvoir institutionnelle d'un projet de type « l'humain d'abord »

avancé par le parti est-il crédible et cohérent sans un volet clair concernant la prise de pouvoir dans les entreprises ?

Batailles à venir :

- Rassemblement : ADP peut servir de ciment pour le rassemblement, tout comme d'autres sujets sur nos territoires (écoles, services publics..etc).

- Mise en pratique : pour être visible il faut être un parti d'initiatives. Nous devons travailler à permettre à chacun de jouer le rôle qu'il a envie dans l'orga à tout niveau de la cellule à l'inter.

- retraite & paix.

- Réappropriation des enjeux géopolitiques : nous manquons d'analyse alors que l'impérialisme américain frappe aux portes de l'Iran après le Venezuela (où est notre solidarité de classe avec le peuple vénézuélien et le gouvernement Maduro?).

- Assange: proposition d'une mise au vote pour l'adoption d'une résolution de soutien officiel de la part du parti.

09 Robin Salecroix – Loire-Atlantique

Malgré un résultat en deçà de nos espérances, notre campagne dynamique pose des jalons pour l'élévation nécessaire du rapport de force face aux politiques libérales. Ce score ne peut être déconnecté de la faible identification du PCF ces dernières années. La bataille pour la reconquête doit donc s'inscrire dans le temps long. En cela, les fortes mobilisations des communistes, le dialogue renouvelé avec le monde du travail et notre identification sur des sujets clefs comme la taxation à la source des bénéfices des multinationales sont à faire fructifier. Demain, retournons donc au contact des Français autour de campagnes structurantes (ADP, pouvoir d'achat, santé...) en alliant démarche communiste et nécessaire rassemblement des forces de gauche sur des contenus de progrès.

10 Caroline Besse – Oise

Suite aux élections européennes, je sou mets aux débats une proposition d'initiative concrète en vue d'un rassemblement unitaire à gauche. Celle-ci a été validée par le Conseil départemental de la Fédération de l'Oise, réuni la 29 mai. Elle est très largement inspirée d'un texte de notre camarade Loïc Pen, médecin urgentiste à l'hôpital de Creil et candidat sur notre liste conduite par Ian Brossat. Je vais passer sur le début du texte qui corrobore les propos du discours introductif de Fabien et des intervenants précédents. Cette proposition de rassemblement unitaire s'appuie sur 2 fondamentaux :

- il ne faut pas reléguer les enjeux de contenus au profit des discussions d'appareil,

- nous avons à être tant dans les batailles politiques que dans les luttes de terrain (contre la fermeture des maternités, pour le maintien du fret ferroviaire, promotion du référendum sur la privatisation d'ADP, ...). Je vous en fais maintenant lecture :

« Le Cdépartemental du PCF-60 considère que notre responsabilité est grande dans ce contexte de gauche en ruine. Nous devons produire un acte politique fort à même d'entamer la reconstruction et le rassemblement de la gauche sa diversité. Cette initiative ne peut être une démarche incantatoire à tout faire péter, à un front commun, un ralliement derrière une bannière que sais-je encore, mais on ne peut non plus se contenter de reprendre la routine.

Le CDépartemental du PCF-60, propose un premier acte très concret, un premier pas pour un projet de gauche populaire, rassemblant tous ceux qui le voudront dans le respect de nos différences. Pour ce faire, nous proposons que le PCF mette en ligne sur la plate-forme informatique « Nation builder », une proposition de projet basée sur nos programmes (Européennes et/ou 10 propositions pour la France et/ou L'humain d'abord et/ou La France en commun), soumise au débat des citoyenNEs, proposant d'associer tous les partis politiques de gauche qui le souhaiteront, afin de dégager un projet partagé comme base de rassemblement.

Cette démarche politique si elle est initiée maintenant pourrait bénéficier dès septembre du tremplin qu'est la Fête de l'Huma. Il est urgent de prendre une position politique de ce type, qui affirme et concrétise notre volonté d'union du peuple et des formations de gauche, notre contribution spécifique avec le texte que nous mettons en débat, notre volonté de travail en commun avec les autres partis ou mouvements de gauche en proposant le-dit texte à la discussion et aux amendements. Cette démarche unitaire peut être le fil rouge de toutes les discussions que nous allons avoir pour les élections municipales à venir, pour la formation de listes porteuses de contenus progressistes. Si nous ne tenons pas cette logique de rassemblement partant des contenus, des citoyenNEs et non pas des appareils, l'avenir semble écrit pour la prochaine Présidentielle (avec un nouvel affrontement Macron - Le pen ...)

Dans la suite de ces élections européennes : poursuivons avec l'équipe qui a si bien renouvelé notre communication, proposons à Ian Brossat d'être le porte-parole de cette campagne de rassemblement populaire. » Merci de votre attention

11 Jean-Marc Durand - Drome

Retour sur élections européennes.

L'impression est contrastée : c'est à la fois le bien et le moins bien, le chaud et le froid, fierté et déception. Fierté des communistes d'avoir retrouvé le plaisir de porter leurs couleurs. Déception du résultat vu l'engagement des candidats et du premier d'entre eux, Ian, et des militants de terrain même si de ce point de vue le niveau a pour le moins été variable. Ne pas omettre également que notre résultat a aussi été victime du vote utile et qu'il y a une distance entre retrouver une vraie sympathie parmi le public et la traduction de celle-ci en votes. Mais nous avons également à nous interroger sur le contenu de notre campagne, la nature des propositions portées, leur explicitation devant les électeurs, leur mise en perspective avec une amélioration immédiate de la vie quotidienne. Et à ce niveau il y a eu des manques, des lacunes. Mais il faut apprécier d'où nous venons. Cela fait 20 ans que nous ne portons plus clairement dans le débat politique nos propositions, que nous ne donnons plus à voir un projet cohérent et alternatif et qu'ainsi recule le niveau de la bataille idéologique dans le pays. Une telle vacance ne se comble pas en 6 mois ou le temps d'une campagne électorale.

Le paysage politique après les européennes... La recomposition s'accélère, le projet de bipartisme à l'anglo-saxonne prend forme. C'est un choix qui remonte à il y a longtemps et que Macron poursuit et magnifie. Choix qui met totalement en scelle le RN venant ainsi parachever l'œuvre entamée par F. Mitterrand. Il y a danger pour la démocratie. Le versant antisocial s'accompagne d'un régime autoritaire (les 100 premiers soutiens financiers au boxeur ont tous été convoqués par la police). Nous devrions être plus offensifs sur cette question en proposant un comité national de défense des libertés et des droits sociaux.

Tout cela pointe l'urgence d'une reconquête idéologique, d'un retour des idées et des propositions communistes dans le paysage politique que notre campagne des européennes a permis de réinvestir en nous faisant retrouver une place à gauche pour travailler au rassemblement, où personne ne se peut plus aujourd'hui avoir d'ambition hégémonique.

Le besoin d'un retour aux idées ne doit pas être abstrait mais s'incarner dans des propositions, des contenus, un projet avec le double objectif de combler le retard pris ces dernières années en lien avec nos choix stratégiques et d'offrir une autre cohérence face au projet néolibéral.

Aujourd'hui il est urgent d'opposer une cohérence nouvelle, une vraie alternative radicale et transformatrice permettant des avancées, des conquêtes immédiates qui s'inscrivent dans une vision plus générale en rupture claire avec le modèle de société que nous propose Macron et qui fasse sens face au changement de paradigme en cours : Services publics, fonction publique, droits sociaux, garanties des salariés et emplois, mentalités avec tout ce qui touche aux questions antropolomiques D'où l'urgence pour nous de montrer qu'il y a un autre possible, une autre construction des rapports économiques, sociaux et environnementaux, un

autre modèle de société à opposer et à construire face à la déferlante ultralibérale avec les risques majeurs qu'elle fait courir aux peuples, à la planète, à la paix...

Cela était au cœur de notre congrès de décembre 2018 ; ce n'était qu'un début.

Nos initiatives qu'a pointées Fabien dans son introduction : ADP (à replacer dans l'enjeu global : services publics, mobilité, écologie) Retraites : s'il y a bien un dossier emblématique du changement de paradigme que poursuit Macron c'est celui-là. Comment offrir une solution viable, durable répondant aux besoins humains sans s'en prendre au capital et au capitalisme ? C'est la voie que nous montre aujourd'hui encore, A Croizat. Industrie/emploi : Alstom et GE. S.E.F. Rassemblement national à envisager avec lancement d'ETG ? Fonction publique avec l'enjeu du statut. Énergie électrique : prix de l'électricité mais aussi quelle production ?

Salaires/ PA On a ainsi de quoi montrer la cohérence de notre démarche, de quoi présenter une architecture politique qui fasse le poids face au néolibéralisme et la manœuvre « bi-partiste » de Macron qui vise à enfoncer dans les têtes qu'il n'y a pas d'autres issues que les siennes poussant le cynisme dans son discours à l'O.I.T, jusqu'à appeler le capitaliste ultralibéral qu'il applique avec un zèle en France, à ne pas oublier le social. Et je crois que ces initiatives sont un moyen privilégié pour mettre concrètement le doigt sur le clivage capital/travail avec le coût exorbitant du capital, pour porter nos propositions d'une autre utilisation de l'argent avec le rôle des banques, de la BCE et une nécessaire réforme progressiste de la fiscalité. Et c'est sur cette lancée que pourra se relancer et se rassembler la gauche. Pas sur une construction de sommet en gommant systématiquement toutes les contradictions mais à partir d'un projet politique débattu avec les salariés, les citoyens et nécessairement construit dans la conflictualité mais avec la volonté d'aboutir car remettant la décision finale dans les mains de notre peuple, seule garantie d'un rassemblement pérenne, fiable et crédible des forces de gauches.

12 Marie-Françoise Michenaud -Vendée

Nous attendons beaucoup de ce Conseil National. La montée de l'Extrême droite en Europe, dont en France, est presque devenue une banalité. Macron, qui était hier en Vendée parade. Il a atteint une première partie de son objectif, faire exploser la droite et contribuer à laminer les forces de gauche. Nous assistons à un recul sans précédent du débat d'idées. La lutte des classes ce serait terminé et le clivage droite/gauche serait dépassé. L'autre enseignement c'est le double recul : celui des mouvements qui se réclamaient d'une alternative citoyenne, au premier rang desquels, la France Insoumise en France, Podémos en Espagne. L'autre recul, encore plus problématique, est celui des partis communistes. En France, malgré une belle campagne de notre liste avec Ian Brossat, le PCF n'est pas parvenu à remonter son handicap malgré une visibilité nationale un temps retrouvée : sa difficulté notable à apparaître comme une force susceptible d'apporter les réponses aux principales préoccupations ou aspirations des Français, parmi lesquelles les catégories les plus défavorisées. Le PCF est reconnu comme une force militante, responsable, comme une espèce de « garantie » ou « d'assurance », mais il est en difficulté sur le terrain électoral. Les questions et réponses attendues du Conseil National sont de trois ordres : Comment le PCF peut déjouer le piège tendu par Macron. Celui-ci a installé un « duo », qui fonctionne à merveille. Ou c'est lui, ou c'est Le Pen ?

L'équation est simple et ça fonctionne. Il suffit d'analyser les scores de l'Ex FN dans le Sud-Vendée où il arrive en tête dans de nombreuses communes et où la droite traditionnelle est laminée. Ce sont dans les communes où jadis la gauche faisait ses meilleurs scores que le parti de Le Pen gagne des positions. Nous l'avons entendu lors de la campagne électorale : voter Le Pen, ne fait plus peur, « Parce que on ne l'a jamais essayé et qu'il faut tout faire péter ». Pour autant, ses électrices et électeurs ne sont pas des « fachos ». Ce sont souvent des gens excédés par les inégalités. Le Sud Vendée est un territoire meurtri, aussi bien chez les salariés que chez les paysans. Il y a un défi pour les communistes ici comme ailleurs : celui d'être une force qui remporte des victoires, qui soulage les gens et qui les aide concrètement à relever la tête. Être la « Force gagnante », c'est ce que nous avons dit lors de nos vœux 2019. Aujourd'hui, le PCF s'engage complètement contre la privatisation des Aéroports de Paris. Rien à dire à cela. Il faut en être. Nous avons aussi des combats d'ampleur à conduire et à gagner. Par exemple, mais ce n'est pas une exclusivité, le combat de la santé, des retraites et celui de l'autonomie. Et là, on ne peut plus se contenter de déclaration, il faut du concret. Comment on relance « la Gauche » ? Et comment contribuer au rassemblement populaire ? A l'Union populaire proposée dans le rapport de Fabien Roussel et l'appel que nous lançons ? Le PCF doit dire comment il entend mieux travailler avec toutes les forces de gauche et de progrès, comment rassembler tous ces citoyennes et citoyens qui s'investissent dans les nombreuses luttes et mouvements actuels ? Enfin, nous ne pouvons pas en être surpris. La question écologique a explosé. Dans notre région, nous en avons eu l'illustration avec le dossier de l'aéroport de Notre Dame des Landes. Il continue à marquer notre électorat et nous ne sommes pas près de l'avoir « purgé ». Il y a eu toutes ces manifestations de jeunes qui portaient loin. Il y a la question de l'océan et de l'économie bleue. Il y a tout ce qui touche au quotidien des populations, il y a tout le dossier des « biens communs », l'eau, l'air l'énergie, les transports, le

logement... Comment on fait pour que cela nous identifie par rapport au devenir de l'Humanité et de l'urgence climatique ? Nous avons ouvert des dossiers conséquents comme celui de l'alimentation. Depuis 18 mois nous avons initié en Vendée, les « Jeudis de la solidarité ». Chaque semaine nous sommes au cœur d'un quartier pour parler de cette question et agir. C'est un véritable « chantier d'aujourd'hui » si on veut reprendre pied vers les populations jeunes, vers ces populations qui reviennent en ville, parce que la vie en périphérie, elles ont donné ! Les communistes sortent de tous les derniers cycles électoraux avec des questions. Le congrès que l'on voulait extraordinaire ne les a pas toutes réglées, loin s'en faut. C'est maintenant que tout commence, dit notre secrétaire national. Alors si c'est maintenant il faut vraiment s'y mettre. Avec les militants qui ont vieilli et les nouveaux qui ont à construire l'avenir.

13 Frédéric Boccara – Hauts de Seine – non communiqué

14 Viviane Debarges – Drôme – non communiqué

15 Pierre Laurent – Paris

Nous avons chacun quelques minutes, je m'en tiendrai donc à quelques remarques sur la direction de travail que nous devrions emprunter au lendemain des européennes.

Sur le résultat de ces élections en France, je veux faire trois rapides remarques :

- 1) Ian et notre liste ont mené une belle campagne, qui a permis de faire entendre la voix du Parti communiste. Cette campagne a uni dans l'engagement militant les communistes et gagné des votes nouveaux. C'est un atout pour la suite.
 - 2) Mais cette campagne, nous le savons tous, n'a pas permis d'obtenir un bon résultat. Nous sommes en dessous des législatives, malgré ce meilleur climat militant et ces nouveaux votes. Le non remboursement de notre campagne et l'absence d'eurodéputés communistes français au Parlement européen sont des handicaps qui vont peser, surtout qu'au Parlement européen nous sommes une des rares forces qui, au sein de la GUE, a joué un rôle constant depuis 1979 pour unir les partis communistes et les forces de gauche anti-libérales. La situation de la GUE est aujourd'hui fragilisée, ce n'est pas une bonne nouvelle. Nous avons d'ailleurs à examiner comment poursuivre notre combat européen dans ces conditions nouvelles.
 - 3) Dans un contexte de progression de la participation, et après une année de fortes contestations sociales, Macron s'en tire, restant au coude-à-coude avec le RN qui conforte son ancrage nettement au dessus de 20 %. Surtout, les mauvais résultats des listes de gauche et l'effondrement de LR ouvrent de nouvelles réserves à Macron pour amplifier son opération de recomposition, et de nouvelles perspectives de conquête aux élections municipales, départementales et régionales à venir. Le danger d'un enfermement durable dans le duel Macron-Le Pen en France et libéraux-populistes/extrêmes-droites en Europe se renforce donc si des alternatives de gauche, populaires et progressistes ne parviennent pas à se reconstruire.
- La poussée écologiste est un fait important. Cette percée traduit une poussée positive dans les sociétés, notamment dans la jeunesse, en faveur d'un nouveau type de développement. Mais sa traduction politique est très loin de constituer pour le moment une ébauche d'alternative. Car les partis écologistes, c'est évidemment le cas en Allemagne et cela pèsera en Europe, peuvent devenir des forces d'appui des solutions libérales. En France, le courant écologiste est l'objet d'une intense bataille d'idées. Cela devrait nous inciter à investir avec beaucoup plus d'audace ce champ majeur de l'émancipation humaine au XXI^e siècle avec nos idées pour faire avancer d'un même pas écologie et justice sociale contre les logiques capitalistes. Nous avons un rôle à jouer pour donner de la chair au mot d'ordre : « sauvons le climat pas le système ».

Je tire de cette situation deux enseignements.

- 1) Nous ne devons pas renoncer aux efforts entrepris avec cette campagne pour redonner visibilité et rayonnement à nos idées. Ce redressement est une des conditions de la reconstruction nécessaire.
- 2) Nous ne devrions pas non plus en tirer la conclusion qu'il suffirait de poursuivre l'effort entrepris. La situation appelle de notre part des initiatives nouvelles pour reconstruire en même temps la place du Parti et reconstruire une alternative politique à gauche. Nous devons avancer plus que jamais sur nos deux jambes sans zigzaguer d'une exigence à l'autre.

A ce propos, je ne partage pas l'idée que notre score s'expliquerait par un effacement de dix ans, démenti par les faits, mais je n'ai pas le temps de m'expliquer là dessus. Cette idée et celle qui va avec - par opposition, il suffirait de continuer ces mêmes efforts pendant les dix ans à venir pour s'en sortir -, me paraît simpliste. Elle pourrait même nous coûter cher si d'aventure nous en arrivions à relativiser par avance des échecs successifs dans les élections locales à venir en misant sur un redressement espéré à la présidentielle de 2022. Car dans cette hypothèse, nous arriverions rincés politiquement, territorialement, financièrement à la présidentielle.

Non, il faut s'attaquer tout de suite et avec esprit de suite aux difficultés sur lesquelles nous butons et sur lesquelles bute l'émergence d'une alternative politique, alors même que la société bouillonne pourtant de

ressorts nouveaux pour penser un autre monde. Les causes des difficultés sont profondes, ce qui ne veut pas dire inabordables, et c'est sur les efforts politiques et idéologiques de reconstruction pour nos idées et pour une alternative que nous devons intensifier la réflexion et les initiatives.

Je suis favorable pour ces raisons à ce que nous travaillions dans plusieurs directions :

1) dans l'immédiat attacher une très grande importance au développement et au contenu de grandes campagnes politiques rassembleuses, en travaillant notre apport politique à ces campagnes, et avec l'objectif quand c'est possible de les mener à des victoires.

Je pense notamment au référendum ADP, à notre campagne urgence santé, aux retraites, et à des campagnes écologistes dont les objectifs restent à préciser. Il y en a d'autres...

Je veux dire un mot des campagnes ADP et urgence santé qui vont nous occuper dès cet été: je crois que nous aurions tort de nous spécialiser : à l'Ile de France, ADP, et à la province, les hôpitaux. Il faut mener les deux dans toute la France. Je n'insiste pas sur hôpital : je crois que nous ressentons tous l'actualité de cette bataille. J'insiste sur ADP car il y a un doute sur la possibilité d'une bataille nationale. Je crois que nous avons tout à gagner à un engagement communiste maximum pour plusieurs raisons : c'est nous qui avons déclenché cette bataille en créant les conditions du rejet de la privatisation au Sénat, notamment dans la foulée de notre bataille tenace contre la privatisation des autoroutes ; c'est une bataille de classe qui oppose directement les enjeux de service public aux intérêts prédateurs du capital ; c'est une bataille qui va engager toutes les forces de gauche et de nombreuses forces citoyennes, syndicales, associatives et au-delà des forces attachés à l'intérêt national – en pleine période municipale, cela aura de l'importance -, enfin c'est une bataille qui peut être gagnée, si l'on considère au-delà de la question des 4,7 millions des signatures l'objectif de les obliger à abandonner un projet de privatisation qui a déjà aujourd'hui du plomb dans l'aile ;

2) dans ces campagnes, nous devons faire mûrir les conditions de rassemblements alternatifs sur des projets politiques de rupture avec les logiques actuelles et avec celle portée par le Rassemblement national. J'insiste sur un projet qui s'oppose à ces deux projets, car nous avons vu sinon la dérive à laquelle peut conduire le mot d'ordre « tous sauf Macron ». Non, notre cap c'est bien un projet de gauche.

Cela concerne les municipales dont nous discuterons ce soir et demain. Je ne développe pas. Cela concernera aussi les enjeux départementaux et régionaux à venir. Et cela concerne évidemment la préparation des échéances nationales à venir. Je partage l'idée de prendre l'initiative sans exclusive ni volonté hégémonique de quiconque de rassembler le maximum de forces citoyennes et politiques sur des contenus s'attaquant aux appétits du capital pour se tourner vers la satisfaction des besoins humains. Ce ne sera pas un chemin aisé, car des forces comme le PS et France insoumise écartèlent la gauche, et puis l'énorme question du réinvestissement par les forces populaires et citoyennes qui ne se reconnaissent pas dans les constructions anciennes. Il n'y aura pas une initiative miracle, mais il doit y avoir un cap.

Si notre volonté est la reconstruction, elle devra signifier un suivi permanent et attentif de toutes les possibilités d'avancer car cela ne sera pas un chemin facile et linéaire. Si le cap est adopté par le CN, le CEN devra créer les conditions d'un suivi et d'une initiative permanente de la direction du Parti. Cet été et en septembre, il faudra refaire le point en vue des initiatives nouvelles que nous pourrions prendre à l'occasion de la Fête de l'Humanité ;

3) enfin, je voudrais attirer l'attention sur le CN que nous avons prévu en octobre sur la reconquête des lieux de travail. En lien avec le tour de France des entreprises proposé par Fabien, je crois que nous devons y accorder une grande attention, car il est évident que le décrochage politique populaire du monde du travail d'aujourd'hui est au coeur de nos difficultés politiques les plus fondamentales.

16 Anne Sabourin – Paris

Mes remerciements et félicitations à Ian Brossat et les candidat-es. Les tendances observées aux Européennes en France sont les mêmes dans toute l'Europe avec une extrême droite en dynamique et une recomposition « au centre » qui se fait au sein du système politique, sans soulever de nouvelle dynamique citoyenne. Sauf peut-être avec le vote des jeunes pour les Verts. Sortons de ce CN avec un discours qui dise combien nous avons entendu cela et travaillons notre crédibilité sur l'écologie ! Le Parlement européen est aujourd'hui dominé par les forces néolibérales, conservatrices et d'extrême droite. Se prépare la « convergence des centres » avec la volonté d'exclure du débat une gauche européenne affaiblie. Les groupes sont en train de se composer et leur nombre conditionnera leurs moyens. Au sein de la GUE-NGL, pour le moment, deux candidatures (FI et Bloco) sont présentées mais non consensuelles. La solution politique se trouvera dans les semaines qui viennent. Le PCF rencontre toutes les délégations pour partager nos analyses et travailler une coopération nouvelle avec le groupe, sans parlementaire en son sein. Notre implication dans le PGE, vu cette nouvelle situation, doit se renforcer.

17 Vincent Boulet – Paris

Les élections européennes se placent dans la continuité de la crise organique de la construction capitaliste de l'UE. Les classes dirigeantes européennes sont confrontées à l'impasse de leur projet. Les dissensions sur le budget de la zone euro en sont une manifestation. La droite conservatrice est sous pression identitaire. Dans ce contexte, faute d'une réelle alternative à gauche et dans la suite de défaites pour la gauche, l'extrême droite se place au coeur du jeu politique. Ses positions de pouvoir dans de nombreux pays européens la légitiment. Les courants ethnistes et issus du fascisme européen renforcent leurs positions. A gauche, les Verts captent une partie des aspirations écologiques et la social-démocratie se réorganise en deux pôles : libérale au Nord et ouverte à des alliances avec le reste de la gauche au Sud alors que les deux grands partis sociaux-démocrates (PS, SPD) sont en crise. La GUE est en nombre le plus petit groupe au Parlement européen. Pour le PCF, il convient de se placer au coeur des débats qui traversent la GUE et le PGE : comment articuler 3 questions : sociale, démocratique et écologique. Tous les partis de la gauche européenne sont confrontés à la manière dont il serait possible de réaliser cette articulation. Utilisons pour ce faire les leviers à notre disposition : GUE (où il importe de maintenir une présence, malgré la perte des députés qui est un facteur supplémentaire de déstabilisation), PGE, Forum européen.

18 Marie-Pierre Vieu – Hautes-Pyrénées – non communiquée

19 Nelly Faton – Jura

Nous sommes au coeur de la bataille des services publics. A Lons l'hôpital craque faute de personnel. Suite aux réquisitions du Préfet d'infirmières et le soutien du Maire à la direction de l'hôpital le PCF en mobilisant ses parlementaires a distribué un tract de soutien au personnel. Démonstration de l'apport de parlementaires avec aussi la pétition « urgence santé ». La réaction du PCF a initié un appel à manifestation d'un collectif « Ehpad » réunissant partis politiques, syndicats, mutuelles, élus. Ce qui est intéressant c'est le rassemblement dans des actions très concrètes de personnes qui ont du mal à se parler en temps normal. Nous, le PCF, avons été l'intermédiaire entre organisations syndicales. Nous démontrons aussi notre capacité à rassembler sur des contenus. Et cela aussi démontre que si nous ne sommes pas à l'initiative dans notre département rien ne se passe. Lutte sur la santé, les Ehpad, l'école, la Poste.

20 Fabien Gay – Seine-Saint-Denis

Le résultat des élections européennes doit nous inviter à une réflexion large dans le Parti. Abstention moins forte que prévue a profité à RN et LREM ; le mouvement des Gilets jaunes qui porte pour beaucoup nos revendications (justice sociale et fiscale) ne se retrouve pas dans le vote ; malgré une belle campagne dynamique, nous disparaissions du parlement européen. Débat encore sur la recomposition politique en cours sur nos propositions sur écologie, qui doit être centrale. Enfin nos campagnes sur santé, industrie et ADP sont pertinentes. Cette dernière est prioritaire car nous pouvons la gagner. ADP, c'est la première fois depuis 30 ans que l'on va demander aux gens si on doit continuer à brader le patrimoine. Nous devons la lier à toutes les batailles contre les privatisations et pour les services publics pour atteindre les 4,7 millions

21 Colette Gergen – Yvelines

Oui nous pouvons remercier Ian eu les candidats qui ont fait une belle campagne.

Cela dit, nous pouvons nous interroger sur le nombre de voix que nous avons obtenu, et par la même sur notre pratique militante. Nous avons distribué de nombreux tracts, collé de nombreuses affiches, avons organisé un nombre de réunions publiques bien supérieur aux autres listes. Peut-être avons-nous les militants les plus actifs de cette campagne : le point du PCF c'est sa force militante, une force importante. Or, notre nombre de voix se rapproche de celui du Parti Animaliste, qui n'a distribué aucun tract, n'a été visible dans aucun média. Le Parti animaliste est un parti identifié sur la défense des animaux, les Verts ont réuni des voix sur leur identification à la cause écologiste. Il faut travailler sur l'identification du PCF, sur notre identification comme Parti des travailleurs, comme Parti utile.

Nombreux sont aussi les camarades, et il ne faut pas le nier, qui se sont sentis mal à l'aise dans cette campagne :

- nous avons reçu notre programme trop tardivement, programme que nous n'avons pas co-élaboré avec la population, ce qui n'aide pas au rassemblement. Pour rassembler, les citoyens doivent être actifs dans l'élaboration du programme, et non suiveurs d'un Parti ou d'un logo.

- mal à l'aise face au slogan « carton rouge à Macron » qui reprend l'idée du référendum face à Macron que nous condamnons

- mal à l'aise face à un programme et un matériel trop centrés sur des revendications sans mettre en valeur un véritable projet de société, la perspective d'un projet émancipateur. Nous devons travailler notre analyse de cette société, du monde du travail d'aujourd'hui, pour répondre aux préoccupations, aux besoins du monde tel qu'il est. (Le CEN nous envoie un certain nombre de documents utiles, c'est très bien. Serait-il aussi

possible de nous envoyer le contenu des analyses politiques, des analyses sur notre société élaborées lors de ces réunions?) Autre point, nous ne devons pas nous contenter de demander le rassemblement, notre rôle est d'en créer les conditions, ce qui n'est pas simple, mais lors des municipales, nous devons nous unir, parfois même avec des ennemis personnels et politiques pour battre la droite et le RN. Dans les Yvelines nous connaissons les ravages pour les populations de leurs politiques. Enfin, j'aimerais qu'on arrête de dire qu'on « sort de l'effacement » car je considère cela comme une insulte pour tous les camarades présents sur le terrain depuis tant d'années. Merci.

22 Amadou Deme – Essonne

C'est la totalité de la gauche européenne qui est au pied du mur.

Nous sommes dans une véritable crise politique à gauche qu'il nous faut prendre en compte. Cette crise politique est avant tout une perte de repères idéologiques dans la société. La reconstruction de la gauche nous devons la mener partout, du local jusqu'au national, en nous basant sur les aspirations nouvelles qui montent afin de mener concrètement la bataille idéologique.

Prendre les moments de réflexions indispensables pour cela, il est essentiel de faire cette bataille idéologique dès à présent sur le terrain. Les sujets ne manquent pas : la bataille contre la privatisation d'ADP en montrant notre refus de voir nos biens communs être vendus. Les militants et élus communistes pourront jouer un rôle déterminant en invitant à des rencontres de proximité dans un premier temps, en déposant des motions dans les conseils municipaux.

Ce sont aussi les nouvelles pratiques militantes que nous expérimentons en organisant des appels téléphoniques à nos contacts ou les appels à voter individuels qui ont démontré leur efficacité.

23 Annie Levi-Cyferman – Meurthe et Moselle

Le gouvernement mène non seulement une politique libérale mais devient de plus en plus autoritaire (voir répression contre les manifestations des Gilets jaunes, l'utilisation des LBD, la politique migratoire, les conditions de détention à l'égard de la presse...). Le Parti doit avoir une plus grande visibilité pour défendre les libertés, y compris sociales et syndicales. Fabien a adressé une lettre aux forces progressistes pour créer un comité commun. Par ailleurs, après les dernières élections, il est clair que l'extrême droite est en capacité de prendre le pouvoir comme ailleurs en Europe. Il faut que cette colère captée par le RN et les 40 % de vote ouvrier nous interpelle pour centrer les thématiques comme l'immigration.

24 Pascal Joly – Val-de-Marne

Sans redire ce qui a déjà été dit ou écrit au sujet de l'analyse des élections européennes, il me semble que la question de notre rapport et de notre présence parmi le monde du travail et des syndicalistes doit encore être affinée. Dans cette campagne, nous avons créé un véritable intérêt parmi les syndicalistes pour notre liste conduite par Ian Brossat, et sa composition. Je peux en témoigner, ayant participé au congrès de la CGT pendant une semaine, dans la délégation du parti. J'ai rarement rencontré autant de manifestations de sympathie et d'encouragement. Je le rapproche d'une période où il n'était, parfois, pas si simple de s'affirmer syndicaliste et communiste sans que cela hypothèque les propos ou analyses que l'on pouvait tenir. Sans que cela ne soit pris comme une remise en cause de l'indépendance de la Cgt. Ce temps semble révolu au regard de l'accueil qui a été réservé à la délégation de notre parti à l'occasion de ce congrès. Mais le plus marquant est sans aucun doute le nombre de syndicalistes qui se sont engagés publiquement en faveur du soutien à notre liste. Pas moins de 7 appels professionnels, et un appel interprofessionnel, ont vu le jour, recueillant des centaines de signatures, quelquefois animés par des premiers dirigeants d'organisations eux même. Parmi ces soutiens, y figurait beaucoup de dirigeants confédéraux ou d'organisations territoriales ou fédérales de la CGT. Sur ces listes, j'y ai vu quelques noms qui manifestait un mouvement de retour vers nous ; mais des noms de camarades et de dirigeants que je n'avais encore jamais vu sur une quelconque liste. C'est la preuve que beaucoup de syndicalistes sont à la recherche, mais aussi disponibles, pour la construction d'une alternative qui traduise concrètement, dans des propositions immédiates, mais aussi à travers un projet de société une réalité à leurs luttes quotidiennes ; Qui leur donne de la puissance et nourrissent l'espoir. Qui politise leurs luttes sans que cela, dans leur démarche, ne remette en question le rôle et la place du syndicalisme. Notre campagne, son contenu et la qualité des interventions des candidats, et singulièrement de sa tête de liste, a donné une visibilité au potentiel que nous avons créé à l'occasion de cette belle campagne des européennes. C'est une question que nous devons prendre en compte sans rester arrimer à notre score décevant. Nous avons semé pendant cette campagne. Il nous appartient maintenant à faire grandir et concrétiser ce potentiel dégagé à travers des initiatives en direction de ces syndicalistes. Ne pas le faire serait hypothéquer ce que nous avons contribué à faire renaître ou grandir. Selon l'expression populaire, la pâte peut vite retomber. Il est urgent de reprendre contact avec eux, sous des formes qui restent à réfléchir et à décider. Nous pourrions par exemple organiser un grand rendez-vous avec la direction du parti et Fabien

Roussel à l'occasion de la fête de l'humanité ? D'en faire un temps fort de la fête ? peut être de réserver un espace à cette initiative ? Autrement plus complexe, reste notre rapport au monde du travail et à la classe ouvrière. Notre slogan consistant à valoriser les ouvriers et employés dans la composition de la liste a trouvé des limites. Il était juste car il traduisait une volonté de renouer avec toute cette partie du salariat qui subit le plus durement les coups portés à l'ensemble du monde du travail. Pour ma part, j'y vois deux raisons essentielles dans les difficultés auxquelles nous avons été et auxquelles nous sommes toujours confrontés, et il y en a sans doute d'autres. Le monde du travail d'aujourd'hui est divers, dans la réalité des rapports de production, dans la place qu'il y tient, avec une part croissante des catégories ingénieurs cadres et techniciens, mais aussi dans la formidable explosion de la précarité. Notre slogan a trouvé des limites, car le traduire concrètement, alors que nous ne sommes quasiment plus présents, organisés et actifs dans les entreprises rendait notre démarche peu visible, voire détachée de la réalité constatée par les ouvriers et les employés. Ce n'est pas ce que nous affichions qui était mauvais, mais le décalage qu'il y a, et qui persiste, entre le slogan et la réalité. J'y vois pour ma part une urgence à faire vivre l'une de nos décisions de congrès, à savoir, travailler à la réimplantation de notre activité communiste dans les entreprises partout où c'est possible. Je sais qu'un CN doit se tenir à ce sujet au mois de Novembre et il sera le bienvenu pour une réflexion collective. Mais ce que nous avons semé pendant la campagne demande de notre part une réactivité qui ne peut attendre le mois de Novembre. C'est la raison pour laquelle, en accord avec Aymeric, nous faisons cette proposition pour la fête de l'humain qui ne demande qu'à être enrichie et complétée.

25 Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

Je partage l'idée que nous avons menée une belle campagne des Européennes avec une forte mobilisation des communistes et de nos candidats. Mais je pense que nos résultats nous obligent à réfléchir en profondeur à plusieurs questions. Sommes-nous jugés utiles ? Utiles à répondre aux enjeux de notre époque qui sont largement liés à la crise du système capitaliste. Nous analysons que cette crise a des conséquences dramatiques en termes d'enjeux sociaux, d'enjeux écologiques jusqu'à détruire l'humanité, d'enjeux migratoires et de paix, d'enjeux démocratiques jusqu'à une dédémocratisation de la société. L'ensemble de ces enjeux sont intimement liés, on peut parler d'enjeux de civilisation. Mais les ravages de ce système sont tellement importants que certains parlent de décivilisation. Répondons-nous à ces enjeux dans leur globalité, ce qui permettrait de nous adresser à la population dans sa diversité, de porter une cohérence qui porte l'intérêt commun et dessine un projet. Je crois que nous restons trop sur des revendications qui sont certes très justes mais ne répondent pas à ces enjeux, aux questionnements de la population liés aux ravages du système capitaliste. Je pense que notre bataille sur la privatisation d'ADP peut nous permettre, à la fois de traiter des questions de fond et potentiellement faire reculer le gouvernement, ce qui est une question essentielle quand malgré les mouvements sociaux les gouvernements ne reculent pas. À l'image du meeting de Saint-Denis le 19 juin, nous pouvons mener cette bataille de façon unitaire tout en portant notre propre argumentation notamment sur les enjeux stratégiques, écologiques, sociaux, d'aménagement du territoire, qui ne peuvent être aux mains du privé, sous peine d'avoir pour seule boussole la réalisation de profits. Un mot pour finir pour dire que la question du rassemblement à gauche est d'abord et avant tout celle de l'ouverture d'une perspective politique pour sortir du duo RN/Macron, que c'est une question centrale et que c'est à partir des contenus dans l'action que nous parviendrons le mieux à la construire.

26 Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

Nous avons effectivement eu une belle campagne : nous sommes avec LREM la force politique qui a su le plus mobiliser notre électorat. Mais, voilà notre électorat est aujourd'hui trop étroit. Ainsi, si on prend les sympathisants de la CGT nous faisons 13% mais LFI fait 23% et le RN 20%, par contre dans la FSU nous faisons 17%. Nous avons un électorat dont l'étiage est aujourd'hui inférieur à 5%. Et dans le même temps plus d'1/3 des Français sont à la recherche d'un avenir post capital et donne au mot communiste un sens positif. Notre problème est que nous ne sommes pas dans les radars de ces personnes qui continuent à nous assimiler au communisme du XXe siècle, à un communiste historique mais qui a fait son temps. C'est pourquoi il nous faut travailler, ce communiste du XXIe siècle comme post capitalisme et notre identification à celui-ci. Ainsi sur les GAFAM nous avons su être au niveau comme la reconnu 01 informatique. Cependant en même temps face à l'enjeu fondamental de l'identité numérique où pour l'instant ne s'oppose que les GAFAM aspire à se substituer aux états dans le cadre de stratégie monopolistique et une alternative d'un état plateforme totalitaire à l'estonienne, il est temps à partir du règlement européen sur la protection des données passer à une conception de propriétés sociales des données.

Tactiquement nous avons du mal à suivre nos électeurs jusqu'aux urnes, alors que la majorité des électeurs de LFI, d'EELV et du PS se sont déterminés dans les trois derniers jours. Contacts humains, profession de foi et interventions sur les chaînes de TV hertzienne reste les déterminants principaux des électrices et des électeurs nous devons en tirer les leçons.

27 Deffontaines Léon – Somme

Analyse du vote des jeunes aux élections européennes en deux points : vote EELV, vote repère pour les jeunes. Le MJCF a vocation à structurer les marches pour le climat à travers le territoire. Abstention chez les jeunes. Nous avons encore une fois un rôle majeur à jouer. Le MJCF a vocation à redevenir l'organisation structurant la vie politique pour des dizaines et des dizaines de milliers de jeunes. Sur la campagne des européennes, pour ce qui est des JC, nombre de nos fédérations ont participé pleinement à la campagne. Cette élection a permis de nous unir, de nous réunir et de nous rassembler. C'est dans cette lancée qu'une semaine après les résultats nous avons organisé notre ANA. Cette ANA était marquée sous le signe de l'unité du mouvement et du rassemblement. Nous avons avec force regardé vers l'avenir. A l'issue de cette ANA, nous nous sommes dotés d'une nouvelle équipe exécutive capable de répondre aux défis qui nous attendent et de refaire, de redonner au MJCF l'éclat dont nous avons tant besoin.

28 Dominique Satgé – Haute-Garonne

Malgré le résultat final très insuffisant, la très belle campagne de notre liste a permis de réinstaller le PCF dans le paysage politique national et dans les médias. Nous avons progressé parmi les cercles militants, syndicalistes ou d'autres forces de gauche mais pour les abstentionnistes des milieux populaires, le vote communiste n'a pas été perçu comme un vote utile. Ces européennes traduisent une structuration du vote RN, un effondrement de l'ensemble de la gauche, un succès paradoxal de la liste LREM, un nouveau et profond recul idéologique. Elles soulignent que nous devons traiter conjointement la question de la nécessité d'identification idéologique du PCF et celle du rassemblement à gauche.

C'est autour de batailles concrètes que nous devons construire le rassemblement, si nous voulons éviter les pièges politiques des accords de sommet : bataille d'ADP, qui peut être gagnée -et le mouvement social a besoin de victoires pour recréer l'espoir- bataille du ferroviaire aussi qui peut nous permettre d'être beaucoup plus offensifs sur les questions écologiques, en portant des propositions novatrices mais qui prennent en compte -contrairement au discours d'EELV- la question incontournable des financements, donc de la question du pouvoir de la finance.

29 Julien Attal – Seine-Saint-Denis

La campagne a été compliquée à lancer, très enthousiaste, mais souvent tardive, nous avons frappé à beaucoup de porte, distribué des milliers de tracts, collé des centaines d'affiches. Nous avons été aidés par le talent de Ian et la qualité de la liste mais il a fallu attendre sa bonne prestation dans le débat de France 2, puis le sondage à 4% pour sentir un élargissement de l'engagement et une campagne qui accroche. Ce qui est vrai pour les militants, ne s'est toute fois pas traduit dans les urnes. De là, découlent des questions importantes auxquelles il est urgent de répondre puisque sans être rédhibitoires, nos scores nationaux bas sont démobilisateurs, comme notre sortie du parlement européen. Demain avec la réforme constitutionnelle et des municipales et départementales compliquées nous pouvons disparaître de l'Assemblée et du Sénat en 3 ans. Pour en sortir il nous faut une stratégie et une méthode.

Répondre aujourd'hui passe par innover un peu dans les modes de travail du CN. J'ai entendu Fabien pointer des grands rendez-vous pour notre assemblée et notamment le CN de l'automne sur notre stratégie d'intervention auprès du monde du travail. Il en va de même sur la façon dont nous construisons et animons nos campagnes. Dès aujourd'hui deux groupes de travail temporaires pourraient voir le jour sur ces questions, avec pour objectif de rendre une note détaillée qui dessine des options et propose au CN de prendre des décisions concrètes.

Plus généralement sur la stratégie, question malheureusement largement éludée lors du congrès par nos débats de directions. Elle croise beaucoup celle de notre capacité à rendre concrète l'alternative politique, à redevenir crédible auprès des classes exploitées. Il est de ce point de vu intéressant que nous sortions de ces élections en repartant en campagne. Or nous avons lancé de nombreuses batailles ces dernières années, peut d'entre elle ont été inscrites dans la durée. C'est pourtant déterminant, tout comme l'est notre capacité à gagner.

Le désintérêt des classes populaires de la politique, le manque d'espoir, doit être mis en relation avec le fait que nous vivons dans une France qui n'a pas vu de mouvement social victorieux depuis le CPE il y a 13 ans. Etre communiste c'est faire un effort de pensée rendu complexe par la puissance idéologique des capitalistes. Il faut donc construire patiemment, sans raccourcis. On voit bien que toutes les forces du MODEM a EELV en passant par FI ou le PS, qui ont cru incarner l'alternative à eux seuls sur la base des rapports de force électoraux ont été déboulonnées très rapidement. Construire dans la durée, à partir d'une stratégie, signifie décider collectivement de nos cibles et nos objectifs au regard de nos moyens. Dans cette équation, le rassemblement est un moyen déterminant, non pas par opposition au contenu, mais pour nous donner une chance de réussite. En 2002 sur la guerre en Irak, 2005 sur le TCE, 2006 sur le CPE, nous avons su nous

renforcer en menant des batailles collectives qui correspondaient aux préoccupations du peuple, nous portions du contenu communiste. Déjà à l'époque nous étions fiers d'être communistes et utiles à un projet collectif, avec pour boussole l'intérêt des nôtres. J'ai en mémoire l'intervention de Laurent Brun à l'université d'été du Parti qui concluait en deux temps, premièrement seul le PCF était réellement à nos côtés sur la bataille du rail, deuxièmement n'être soutenu politiquement que par le PCF ne suffit pas à l'emporter. Je crois que c'est important, pas pour dire que nous ne pouvons rien, mais pour comprendre d'où nous partons. Le texte qui réclame un big bang porté par Clémentine Autain et Elsa Faucillon, mais avec aussi beaucoup d'élus et des maires communistes, propose le rassemblement sans donner corps à ce dernier, sans bataille, sans contenu précis autour duquel se renforcer, mais il répond à une attente. À nous d'y porter du concret. Je me réjouis donc je le disais que nous repartions immédiatement en campagne mais avoir une stratégie ce n'est donc pas être de toutes les batailles, si justes soient-elles. Je ne crois pas que nous puissions être efficace et identifiable en menant de front 6 batailles

structurantes. Je ne crois que moyennement aux cartes pétitions, nous devons être capable d'innovation dans nos modes de mobilisation. Il y a et aura les retraites, l'hôpital, mais ADP en est une occasion majeure, c'est une bataille nationale, portée par de nombreuses forces politiques, elle pose des questions fortes (et valables sur l'ensemble du territoire national), démocratie, souveraineté, frontière, industrie aéroportuaire, centaines de milliers d'emplois, un enjeu écologique indissociable de la maîtrise publique, privatisations on peut le lier à la question de la vie chère et de l'argent public (on a des exemples, FDJ, autoroutes, Blagnac, barrages EDF) et la question fondamentale de gagner une fois contre Macron. Le faire trébucher sur au moins une question devrait être un objectif premier pour notre parti. Obtenir le référendum c'est un objectif palpable par nos concitoyens, nous ne devons pas refuser l'obstacle, il faut en faire la bataille structurante des prochains mois, ne pas la noyer dans une nuée de combats.

30 Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

Je me joins à l'ensemble du Conseil national pour dire que notre campagne a été de qualité mais cela ne peut pas et ne doit pas éviter des inquiétudes, des craintes chez les militants communistes. Je voudrais donc signaler quelques-unes des inquiétudes : la faiblesse des forces communistes en Europe ; la faiblesse des idées de progrès en Europe ; désintérêt des personnes en difficulté envers la politique ; nos difficultés à donner une alternative politique aux mobilisations sociales ; l'ancrage à un très haut niveau de l'extrême droite partout en Europe avec un thème commun anti-migrants ; notre difficulté à lier écologie et social. Après cet échec électoral, il est très important de travailler avec la GUE et rendre utile le PGE pour construire des alternatives européennes aux régressions sociales, aux problèmes du réchauffement climatique, aux enjeux migratoires. À partir de là, la bataille pour le référendum sur ADP est une bataille importante pour le rassemblement des forces de gauche, pour le service public, pour lier l'écologie et le social, pour la démocratie. On doit en faire une campagne nationale et la mener pour gagner le référendum. Et soyons clairs, une campagne unitaire et capable de gagner le référendum serait une bonne nouvelle pour les forces de gauche et progressistes et permettre d'aller vers les municipales dans de meilleures conditions.

31 Hadrien Bortot – Paris

Une belle campagne mais un échec électoral. Il résulte d'un choix stratégique du rapport de force à gauche qui a contribué à rendre le vote pour le PCF inutile. Celles et ceux qui promettent une traversée du désert, prennent le risque de la disparition du PCF, nous en avons un premier exemple avec notre disparition au PE, et celui de l'arrivée au pouvoir du RN. Il faut refuser la fable des 10 ans où nous aurions disparu. Les communistes ont toujours fait de belles campagnes et n'ont jamais déserté les quartiers populaires et les entreprises. Pour sortir le PCF de l'inutilité, il faut un aggiornamento du projet communiste qui doit devenir crédible sur l'écologie, sur l'antiracisme et sur le travail. C'est la condition du rassemblement auquel nous devons participer. La direction doit prendre ses responsabilités et être présente le 30 juin auprès des initiateurs du big-bang. Ce n'est qu'en tenant à la fois la question du projet communiste et celle du rassemblement que nous regagnerons une place et que nous permettrons de reconstruire la gauche.

32 Marie-Christine Burricand – Rhône

Notre effacement national des 12 dernières années particulièrement à la présidentielle a pesé lourd dans le résultat de ces européennes malgré une campagne courageuse. La fracture sociale et politique s'élargit.

3 questions me semblent essentielles :

La manipulation et la perte de sens du suffrage universel avec l'opération Macron/Le Pen. On ne vote plus pour des idées, parfois même contre ses idées. L'escamotage du clivage capital/travail qui va de pair avec l'effacement du clivage gauche/droite dans la sphère politique. Ce sera une difficulté dans les prochaines élections municipales. Notre très grande faiblesse dans le vote ouvrier qui traduit l'affaiblissement de nos liens avec ce dernier. La reconquête de l'existence et de la légitimité du PCF exige des efforts importants

dans une bataille féroce contre le capital. Prenons plus en compte l'état de notre organisation et la nécessité de la renforcer pour avancer. Affirmons des priorités, l'effort en direction des entreprises avec le Tour de France de Fabien Roussel, la campagne pour le pouvoir d'achat. Sur l'écologie, assumons le débat et nos positions. Les décisions du congrès étaient au cœur des questions qui nous sont posées, avançons !

33 Christian Picquet – Haute-Garonne

Je me limiterai à trois remarques. Tout d'abord, un mot sur la campagne. Si nous voulons en dresser un bilan équilibré, il faut reconnaître un échec électoral. Celui-ci ne nous pose pas seulement le problème de notre perte de visibilité ces dernières années. Il nous confronte, dans le cadre d'une tendance générale au recul du mouvement ouvrier à l'échelle de toute l'Europe, les questions de l'identification à une large échelle de la visée communiste, de notre ancrage dans le monde du travail, de la perception de notre utilité par la société. Mais, c'est tout le paradoxe, grâce à la campagne dynamique que nous avons menée autour de Ian Brossat et de ses colistiers, nous avons regagné en influence. Modestement mais très significativement. C'est un atout pour travailler maintenant sur les problèmes lourds que nous avons rencontrés, et que je viens d'évoquer. Deuxième remarque : nous ne devons pas sous-estimer que nous entrons, en France, dans un moment politique de basculement possible. Si Emmanuel Macron a accéléré la réorganisation du jeu politique à son bénéfice, le pouvoir ne dispose du soutien que du bloc social des gagnants de la mondialisation capitaliste, et le « dégauchisme » continue de planer sur chaque élection dans un contexte où jamais un gouvernement n'a connu un tel manque de légitimité depuis les origines de la V^e République. L'extrême droite prospère, quant à elle, sur un mouvement de droitisation politique et idéologique qui travaille en profondeur la société française. Par conséquent, la stratégie macronienne, consistant à faire du Rassemblement national la seule alternative au cœur d'un champ politique par ailleurs en ruines, peut tout à fait donner les clés du pouvoir à l'extrême droite dans les toutes prochaines années. Comme cela s'est passé en Italie... Nous avons donc une situation où, d'un côté, le mouvement social affronte une panne de stratégie qui l'empêche de reprendre l'initiative, et où, de l'autre côté, la gauche est affaiblie comme jamais. Dans ces conditions, ouvrir une issue à la crise française passe en premier lieu par la construction de cadres de confrontation politique et sociale qui s'emploient à inverser le rapport des forces et à arracher des victoires. Autrement dit, qui s'efforcent de redonner confiance au monde du travail. Pour préciser : il ne s'agit pas simplement de mener des campagnes ponctuelles, comme nous en avons l'habitude, mais de construire de véritables batailles politiques de masse à partir desquelles il devienne possible de rassembler des majorités populaires et de faire converger les forces du mouvement social avec celles de la gauche. Ce sont les batailles qui ont été listées dans le rapport de Fabien Roussel et qui sont reprises dans la résolution qui vous est soumise. Dans le déploiement de cette démarche, nous rencontrons évidemment une difficulté : dans la configuration présente, il est impossible de savoir encore laquelle des batailles pointées va cristalliser l'affrontement avec le gouvernement et le patronat. C'est dans le cours même des confrontations que se révéleront les dynamiques. Ce qui interdit, à cette étape, de concentrer nos efforts sur une seule question.

Naturellement, cela ne règle pas le problème de la perspective politique. Ce sera ma troisième remarque. Si la France peut basculer dans l'aventure, la gauche peut elle-même disparaître, ou du moins être frappée d'une marginalisation durable. La question de sa reconstruction nous est dès lors posée dans l'urgence. Elle nous est d'autant plus posée que nous avons une place spécifique. Bien que nous soyons affaiblis et que nous venions de connaître une déconvenue électorale, nous conservons une capacité politique et une force de frappe militante qui font de notre parti un pôle de stabilité dans une gauche en grande désorientation. Aucune des autres composantes de la gauche ne possède ces atouts. Même Europe écologie, lorsqu'elle se félicite de son résultat, ne peut se prévaloir d'une place stabilisée sur l'échiquier politique.

Dans ce contexte, nous pouvons jouer un rôle moteur si nous savons articuler trois choses :

Notre affirmation propre autour de nos propositions pour l'action et le débat (nos « dix propositions » dessinent, de ce point de vue, une cohérence globale entre les objectifs à conquérir et les moyens permettant d'y parvenir) ; une offre formulée grand angle en direction de toute la gauche, à partir d'un contenu de rupture avec les politiques du capital ;

et la recherche d'une dynamique populaire, seule à même de pouvoir porter une ambition majoritaire. Le grand enjeu, pour le parti, réside dans le déploiement de sa capacité d'initiative. Dans l'état de balkanisation de la politique française, nous n'avons rien à redouter de personne. Nous pouvons nous placer en dialogue avec toutes les forces ou courants qui poseront, d'une manière ou d'une autre, la question de la reconstruction, sans pour autant nous subordonner à quelque initiative que ce soit. Enfin, nous pouvons faire valoir l'originalité de notre approche : ni acceptation de la logique du plus petit dénominateur commun, ni consentement à l'hégémonie de quiconque, ni réduction de notre ambition au regroupement d'une petite gauche de témoignage (l'heure n'est certainement pas, comme certains s'en montrent tentés, à la reproduction d'une démarche du type « collectifs antilibéraux » d'il y a une dizaine d'années).

34 Danielle Blasco – Lot-et-Garonne – non communiquée

35 Emmanuel Dang Tran – Paris – non communiquée

36 Muriel Ternant – Territoire-de-Belfort

S'il est important de faire une analyse lucide du moment politique que nous vivons, il faut faire attention à ne pas entretenir la résignation, car ce dont nous avons besoin dans la période, c'est de reconstruire une grande force militante combative, en prise avec les luttes sociales pour leur donner un sens politique fort. L'espoir se situe dans la radicalité de certaines luttes, à laquelle il faut savoir être attentif dans une perspective révolutionnaire. C'est le mouvement des gilets jaunes, qui montre une très grande détermination, en dépit de la répression inouïe à laquelle il s'est confronté. C'est la mobilisation des enseignants, dont les syndicats, pour la première fois depuis 1968, appellent clairement à perturber un examen avec la grève le 1er jour des épreuves du bac. C'est cette même question du bac qui avait déchiré le monde enseignant lors du grand conflit des retraites de 2003. Il faut mesurer le chemin parcouru. C'est la mobilisation unitaire et interprofessionnelle des salariés de la branche turbine à gaz de General Electric à Belfort, menacés d'un plan massif de licenciement, qui entrent en résistance contre une multinationale américaine pilotée par des fonds de pension vautour, qui décident de mener une bataille contre le capital. C'est très inattendu, car ce n'était pas gagné d'avance. Le terrain avait été soigneusement préparé pour une acceptation du plan avec la mise en avant de pistes de diversification qui sont en fait un enfumage.

Les campagnes nationales du parti doivent être ancrées dans ces luttes concrètes et leur offrir un relais. Que nous disent ces salariés en lutte ? Qu'ils croient en leur travail, qu'ils lui donnent un sens suffisamment fort pour être défendu. Qu'ils refusent les mensonges et le mépris des hiérarchies. Donc pour être au rendez-vous de ces luttes, puisqu'on réfléchit à la manière de s'adresser au monde du travail, en parallèle de la campagne permanente sur le coût du capital, il faudrait développer une campagne permanente sur le sens et la valeur du travail : le sens d'enseigner, de soigner, de conduire, de produire. Deuxième point, il y a à donner un sens nouveau au vote, qui ne peut pas simplement se réduire à déléguer un pouvoir d'agir à un élu, aussi sincère et combatif soit-il, à plus forte raison quand cet élu est voué à être un élu d'opposition aux pouvoirs très très restreints, à plus forte raison quand nous baignons dans un climat de défiance à l'égard des élus. Voter c'est construire un rapport de force politique, c'est donner du poids à ses revendications, c'est imposer ses idées dans le débat public, c'est obliger les détenteurs du pouvoir à répondre. Le vote communiste doit être pensé comme un moment du rapport de force politique, avec les luttes sociales et politiques.

37 Olivier Dartigolles – Pyrénées Atlantiques

Je souhaite traiter de deux questions : l'évolution du paysage politique et l'avenir du PCF.

Le paysage politique est extrêmement préoccupant. Les deux dernières séquences électorales (Présidentielle-législatives 2017 et européennes 2019) tirent à droite. Ce paysage n'est pas stabilisé. Quel avenir politique pour notre pays ? Aujourd'hui, à la question « Quoi d'autre que Macron ? », l'alternative peut être incarnée durablement par le Rassemblement National, par Marine Le Pen ou Marion Maréchal (ce qui se passe autour d'elle dans le cadre de la recomposition des droites est à suivre attentivement). Ce vote n'est plus l'expression d'un rejet, la manifestation d'un « ras le bol », il est devenu un vote d'adhésion, de conviction. Un électeur qui, pour la première fois, fait le choix de ce vote ne va pas en changer pour les futurs scrutins. A l'échelle européenne, l'extrême-droite dit que son heure est venue. Ils font une entrée massive au Parlement européen. Dans des pays, après une politique comparable à celle menée par le macronisme en France, les forces xénophobes et nationalistes sont arrivées au pouvoir. Qui peut dire que ce basculement est impossible en France ?

Après le mouvement des gilets jaunes, la colère sociale, les mobilisations, le macronisme se maintient au niveau de la dernière présidentielle avec une droitisation de son socle électoral. E. Macron a fait le choix d'un duel/duo avec le Rassemblement National. C'est pour lui une sorte « d'assurance vie » pour, dans un second tour face à Marine Le Pen, incarner un rempart. Alors que le président reste très majoritairement impopulaire, que sa politique va de nouveau provoquer des tensions et des fractures (assurance-chômage, retraites), que rien n'est réglé concernant tout ce qui a nourri la colère jaune (égalité, justice sociale, démocratie), ce calcul est très dangereux.

Ce paysage installant LREM et le RN comme les deux principales forces est flanqué d'un vote écologiste. C'est une bonne chose pour faire écho aux préoccupations environnementales et climatiques, portées notamment pas la jeune génération. Mais Y. Jadot rejette le clivage gauche-droite (cela devient une martingale pour obtenir un succès électoral), refuse une rupture nette avec le libéralisme en laissant croire à une écologie « pragmatique », à géométrie variable.

La gauche est au plus mal. A un tel niveau, il ne s'agit pas uniquement que d'une difficulté politique et électorale, c'est tout un imaginaire qui peut sortir des radars. L'imaginaire d'une autre société.

Et le Parti ? Oui, nous avait fait une belle campagne. On a coché toutes les cases. Mais si nous n'avons pas de problème de tête de liste (Ian a réalisé une véritable performance, même des éditorialistes peu suspects de sympathie pour nous l'ont reconnu) ; pas de problème de composition de liste, de dynamique de campagne militante ; si nous avons été présents médiatiquement et sur les réseaux sociaux ; si...si...et si ; c'est que le problème est ailleurs. Aujourd'hui, c'est notre utilité qui est questionnée. Nous sommes le vote de quoi ? Je ne crois pas raisonnable -ni juste- de répondre à cette question par la thématique de l'effacement du Parti au cours des douze dernières années. Je ne développe pas, j'ai déjà eu l'occasion de répondre à cela. Je crois que nous avons des questions très lourdes devant nous. Elles ne datent pas d'aujourd'hui mais elles se durcissent. J'en vois quatre.

1. Le communisme. Ce référent, le regard porté sur nous, restent associés à un communisme du XX^e siècle et à des images d'abord négatives. Tout ce que nous avons produit sur un communisme du 21^e siècle n'a pas infusé dans la société. On nous aime bien... on peut même nous encourager dans nos luttes, accepter avec le sourire l'un de nos tracts, mais le vote « communiste », avec le bulletin PCF, c'est plus compliqué...
2. Quand le rassemblement à gauche est à la ramasse, quand le « peuple de gauche » se désole des divisions, nous sommes plus sanctionnés que les autres partis de gauche. Avec, pour ces européennes, la perte des élus et le non remboursement.
3. Notre rapport aux gens, à la société. Oui, nous avons des campagnes avec de la mobilisation militante mais a-t-on vraiment des échanges politiques avec les personnes à qui nous distribuons un tract, y compris lors des portes-à-portes ? Les transformations du Parti n'ont pas été mises en œuvre.
4. La jeune génération s'engage pour le climat comme nous avons pu nous engager pour libérer Mandela. Et cela va se poursuivre. On leur dit quoi ? On engage la discussion ou pas ? Pour encore trop de personnes, y compris chez les jeunes, le PCF est assimilé à un parti pro-nucléaire et productiviste. On doit prendre cette question à bras-le-corps. Rapidement.

38 Nathalie René – Rhône

Il y a eu beaucoup d'interventions comme quoi la campagne européenne a redonné de la fierté aux communistes. Pour ma part je n'ai jamais perdu ma fierté d'être communiste dans une campagne électorale. Il est vrai que nous avons mené une belle campagne mais le résultat est en-dessous de nos espérances. La campagne européenne a freiné la démarche de rassemblement en vue des municipales. C'était une illusion de croire que l'on pouvait mener

les deux campagnes en même temps. De plus, auprès de la population cette division à gauche n'a pas été comprise et même condamnée par l'abstention ou le vote écologique. Arriver à redonner espoir à tous ces gens de gauche, progressistes, déçus par cette division va être difficile, quasi impossible si nous ne sommes pas dans une vision de rassemblement. Nous n'avons pas d'ennemis à gauche nous devons être vigilants à cela et garder le cap. En tant que communiste nous avons le devoir de contribuer à la reconstruction de la gauche qui sera le seul rempart face à la vague brune. Nous devons nous ouvrir et ne pas avoir peur de rassembler largement en tant que communiste tout en gardant nos valeurs. La gauche c'est les salariés en luttent dans leur entreprise, le personnel hospitalier en grève, les gens qui aident les migrants, les associations qui aident les jeunes dans les quartiers populaires, les associations féministes..... Et tous ces gens ont besoin de nos élus communistes et d'élus de gauche pour les soutenir et les aider sur le terrain au quotidien. C'est très grave la perte de nos élus européens, nous sommes un parti revendiquant le rôle irremplaçable des élus à tous les niveaux. Nous ne pouvons pas aider la population sans nos élus.

39 Frédéric Rauch – Lot et Garonne – non communiquée

40 Isabelle Mathurin – Paris

La bataille pour les services publics, la fonction publique et la protection sociale dispose d'un levier avec Convergence services publics et la création de collectifs de défense de service public. Le 5 juin dernier, les 27 organisations membres de Convergence ont fait une conférence de presse pour proposer une feuille de route vers des Etats généraux des services publics. Au lendemain des élections européennes, les organisations politiques ont mis de côté leurs différences pour défendre les services publics. Le PCF y contribue : l'initiative contre la privatisation d'ADP est largement reprise comme celle d'Alain Bruneel pour un moratoire sur les fermetures des hôpitaux et lits hospitaliers. Il est à noter qu'un certain nombre de syndicalistes de la fonction publique demande la relance d'une initiative à gauche. Un atelier de l'université d'été portera sur l'égal accès au service public de qualité sur le territoire avec une représentante de Convergence.

41 Amar Bellal – Ile-et-Vilaine – non communiquée

42 Nathalie Marchand – Somme – non communiquée

43 François Diot – Nièvre

Privatisation d'ADP : comment mène-t-on la bataille sur le terrain, dans les départements ? Constitution de comités départementaux, à l'image de ce qu'on avait fait contre la privatisation de la Poste ? Etre à l'initiative de la création de ces comités et y jouer un rôle moteur ! Quel périmètre ? Difficile de le faire avec LR et UDI, à fortiori en pleine préparation des Municipales ! Un des acquis de la campagne Européennes : notre positionnement central à gauche, rôle-pivot qui nous permet d'être les seuls en capacité de dialoguer à égalité avec toutes les forces de gauche. C'est précieux et à conserver à tout prix, on n'a pas d'ennemis à gauche a fortiori en préparation des Municipales où l'exigence d'unité est forte, et où nous sommes des « postulants » potentiels dans de nombreux endroits. Exemple de Fleury-Mérogis. Gardons-nous de toute caricature des autres forces de gauche, notamment EELV, dont l'électorat reste un électorat ancré à gauche. Construisons des ponts, pas des murs.

44 Valérie Varenne – Manche – non communiquée

45 Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime

Certes, nous avons fait une belle campagne mais la réalité c'est que nous ne faisons pas partie des listes ayant eu des élus. Nous devons tirer les leçons de cet échec, appréhender les réalités du rapport de force, partir de ce que les gens ont dans la tête et pas ce qu'on aimerait qu'ils aient dans la tête. Il y a la question de la gauche. Les bureaux de vote, ex bastions du PS votent massivement RN. D'autre part, des électeurs qui se disent de gauche votent En Marche. Il faut travailler cette question de la gauche à partir de cette réalité. Ce que nous devons faire c'est entrer en résonance avec la colère populaire qui est profonde. Les élections municipales ne ressembleront ni à celles de 2014, de 1971 ou de 1946. Attention au risque de dédagisme institutionnel qui fait que, si on n'y prend pas garde, nous serons nous aussi dégagés.

46 Naïma Senanedj – Bouches-du-Rhône

Tout d'abord permettez au nom de Patricia Fernandez Pedinielli, Maire de Port de Bouc et des camarades de la section de Port de Bouc, de vous remercier pour tous vos témoignages de soutien à la suite de la tentative d'assassinat qui s'est produit à son domicile dans la nuit de mercredi à jeudi. (et je ne me trompe pas de qualificatif en disant ça, car croyez-moi on a évité le pire). Depuis les dernières élections municipales, et lors de la campagne de celle-ci les attaques envers sa personne n'ont eu de cesse, calomnie, propos injurieux, sexiste de la part de certains candidats de l'opposition (qui je le rappelle avait constitué une seule liste composée d'une alliance partant de l'UDI passant par le Modem et allant jusqu'au PS).

Une campagne difficile semant le doute et le trouble dans la tête de nos concitoyennes et concitoyens... et qui nous avez amené pour la 1ere fois à un second tour pour conserver notre mairie. Et lors des échéances suivantes que cela soit les départementales ou les législatives quand il n'y avait pas ces candidats en lice et ses pratiques nous retrouvons notre score ;

Et Nous espérons fortement que ce fait, ne donnera pas le « la » à la campagne des municipales qui s'ouvre à nous ... et nous ferons tout pour que cela ne soit pas le cas. Fabien le disait en introduction de son rapport, depuis plusieurs mois, nous subissons des actes d'une violence extrême à l'encontre de nos locaux, de nos camarades, de nos élus...partout en France, et tous ces gestes inqualifiables, insupportables doivent prendre fin.... Même si j'espère que cela soit déjà fait, je demande à ceux que nous interpellons le ministère de l'intérieur pour que des dispositions soient prises pour que cesse ces attaques indignes de notre temps. Sur la question des européennes, le jeu de Macron a marché de partout, même dans nos bastions et je pense que nous devons être fiers de notre campagne, de nos militants, du travail qu'ils ont fourni. Les distributions de tracts, les affiches, les rencontres et échange sont des moments importants, et les appels à voter notamment de responsables d'organisations syndicales ont été importante, c'est aussi un moyen de se compter... oui nous avons marqué des points dans le milieu syndical, pour ma part en tant qu'ancienne salarié d'une organisation syndicale cela faisait longtemps que je n'avais pas eu des regards favorables à l'encontre du parti et de nos candidats. La dynamique de cette campagne, et le renforcement du Parti que nous avons connu dans la période, nous avons intérêt de mener dès aujourd'hui sans attendre la fin de l'été de mener une grande campagne de renforcement. Concernant la campagne ADP, comment peut-on la mener sur nos départements, et locale ? il serait peut-être intéressant que sur le matériel qui sera à mis à disposition des fédérations d'y faire apparaître un QRcode renvoyant à la signature du référendum. Dernièrement sur la question de la résolution et de l'appel, toute la journée lors des interventions, on parle de rassemblement, il serait peut-être judicieux de parler de « rassemblement populaire », plutôt que « d'union populaire.

47 Céline Brulin – Seine Maritime – non communiquée

48 Bernard Cois – Saône-et-Loire

Nous venons de vivre un échec électoral. Le travail en direction des quartiers populaires et des entreprises n'a pas payé. Les communistes ont certes été mobilisés mais dans une mesure insuffisante que j'estime à à peine 15 % en Saône et Loire. Les militants sont déçus mais pas démobilisés. De nombreuses initiatives sont d'ores et déjà programmées. Le rassemblement de la gauche de combat a besoin d'une initiative nationale du PCF car sinon les initiatives de terrain ne trouvent pas de débouchés. Cadre national et initiatives locales doivent s'alimenter l'une l'autre.

49 Isabelle Goitia – Hauts de Seine – non communiquée

50 Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne

En appui à la demande de F.Boccara, retour sur la demande du CD du 94 d'une édition, mise à disposition du texte adopté par le congrès.

Alerte sur les menaces qui pèsent d'explosion du système financier international et sur l'annonce par Facebook, Uber... du lancement d'une monnaie.

Vote européennes : éléments forts de dissonance entre le vécu et le ressenti de terrain (bien réel) sur la dynamique et la fierté des militants, voire de nouveaux électeurs et le résultat chiffré plus que décevant, préoccupant et inquiétant.

Attention à ne pas nourrir sans le vouloir un sentiment d'impuissance ou d'inutilité en augmentant cette dissonance dans nos analyses.

Besoin d'une attention forte des directions et des dirigeants envers des camarades qui ont mené la campagne et sont déçus (alerte sur niveau de participation des AG de section post- scrutin).

ADP : Campagne centrale en termes de sens et de victoire à arracher. Mettre le paquet sur la démocratie.

Droit d'être consulté (fait écho dans la société des gilets jaunes aux classes moyennes). Première consultation des français sur une privatisation, enjeu démocratique supplémentaire qui nourrit l'exigence de référendum. Préciser qu'il faut gagner le vote et que le débat sur Oui ou Non viendra après. Soirée de toute la gauche citoyenne, élus, associations, syndicale et politique prévue dans le 94. Modèle récurrent dans les têtes la votation sur la Poste, en plus rigoureux.

51 Emilie Lecroq – Seine-Saint-Denis

Les élections européennes marquent un nouveau séisme politique. Le premier élément qui marque cette élection est, contrairement à l'électorat de droite, la déstructuration de l'électorat de gauche qui devient de plus en plus volatile. Ainsi, quand 36 % des électeurs de Mélenchon à l'élection présidentielle ont voté pour la liste de Manon Aubry, 78 % des électeurs de Marine Le Pen ont voté pour la liste du rassemblement national aux élections européennes.

Ce constat doit fortement nous interroger. A ceci nous devons ajouter une véritable mutation de la droite.

A l'occasion des élections européennes, les républicains se sont retrouvés pris en étau entre la République En Marche et le Rassemblement National.

Une partie importante de l'électorat des Républicains s'est reportée sur la République En Marche, pour donner plus de force à leurs revendications, ou sur la liste du Rassemblement National pour donner écho à leurs revendications conservatrices.

Ainsi, la République En Marche, après avoir siphonné l'électorat libéral du Parti Socialiste et marginalisé toute alternative progressiste (la gauche réunie ne compte que 31 % des exprimés à l'occasion des élections européennes), elle neutralise désormais la droite.

Macron inscrit son projet de société comme le seul crédible et décrit comme seule alternative à cela le projet de droite extrême et de rejet de l'autre du Rassemblement National.

Il nous faut analyser cette donnée nouvelle afin de mieux définir la bataille d'idée à mener dans la prochaine période pour inverser le rapport de force, l'impasse qui est en train de s'écrire.

En effet, il y a urgence pour nous, pour la gauche aujourd'hui, de répondre à la question de comment redevenir utile à nos concitoyens ? Comment rendre crédible et majoritaire une alternative progressiste ?

Ces réflexions, nous devons les mener en analysant les aspirations qui grandissent dans la société.

Nous devons amener notre apport spécifique dans les batailles comme dans les rassemblements.

Dans le même temps, nous devons mener des actions autour de batailles fortes qui permettent de remettre en avant des marqueurs forts de gauche.

C'est actuellement ce que nous permettent les campagnes autour de la santé et contre la privatisation d'Aéroport de Paris. C'est bien la lutte concrète contre les privatisations et la question de la place des services publics dans la société qui est posée avec ces 2 campagnes.

Si nous ne pouvons pas savoir sur quoi va se cristalliser le mouvement social dans la prochaine période, tout le monde s'accorde pour dire que la campagne pour exiger un référendum pour refuser la privatisation d'ADP peut être l'occasion de mettre en échec Macron sur un des ses projets et montrer la capacité de la gauche à changer la donne.

Beaucoup de forces politiques, syndicales, associatives... sont déjà à l'initiative sur ce sujet.

Nous devons faire attention à ne pas regarder le train passer.

Localement, nous avons fait le choix d'initier un cadre collectif avec les forces de gauche, des personnalités, les responsables syndicaux... pour exiger un référendum contre la privatisation d'ADP avec un double objectif : gagner en efficacité sur une bataille qui n'est pas gagnée d'avance ; appuyer nos constructions de rassemblement dans le cadre des élections municipales sur des batailles concrètes.

Je souhaite finir mon intervention sur l'aspiration écologiste qui grandit, comme le démontre les résultats de l'élection européenne.

Nous le voyons, au travers des mobilisations récente, il y a un nombre désormais massif de personnes qui pense que le système actuel conduit à mettre en péril le devenir même de la planète.

Comment allons nous à la discussion avec ces milliers de personnes qui se mobilise pour leur propre survie ?

S'il y a un an nous affirmions que le devenir de la planète était un intra-segment lié à notre combat pour l'épanouissement des individus, avons-nous pour autant donné vie à cette ambition dans nos campagnes ?

Il nous faut affirmer clairement que la question environnementale est un des élément central du changement de société que nous portons.

Nous devons affirmer qu'il n'est plus possible de poser la question de « comment éradiquer la faim dans le monde », sans s'interroger dans le même temps sur la question du « bien manger ». Il nous faut travailler dans ce sens au risque de rester inaudibles sur cette question.

DIMANCHE 16 JUIN – discussion sur les municipales

52 Bernard Cois – Saône-et-Loire

« Nous voulons créer une démarche populaire inédite pour l'élaboration du projet municipal ». « Nous affirmons vouloir rendre la commune aux habitants »... si nous allons au bout de cette démarche qui va arrêter le programme ? Qui va constituer la liste ? Qui va désigner la tête de liste ? « Nous avons la conviction que cette dynamique populaire conjuguée avec le large rassemblement des forces de gauche écologistes, est la meilleure garantie du succès ». Prenons la pleine mesure de ce qu'impliquent ces formulations, de ce qu'elles impliquent de pratiques nouvelles, de difficultés à mettre à l'unisson les différentes organisations et de la nécessité de le faire avant d'initier la démarche puis en marchant. En effet, le moment venu il ne sera pas question de reprendre d'une main ce qui a été initié de l'autre main. Enfin sur le tempo de la démarche, il y a urgence car la mobilisation populaire et citoyenne ne se décrète pas et nécessite un temps de maturation.

53 Gisèle Malaval – Aube

A qui est vraiment destiné cet appel pour les élections municipales ?

Le texte est, à mon sens, beaucoup trop fondé sur des concepts qui s'enchaînent, qui peuvent paraître trop abstraits voire difficiles à comprendre, et non sur les pratiques innovantes susceptibles de mettre en mouvement les communistes. Un exemple : pourquoi ne pas mentionner pour « l'humain et la planète au cœur des villes et des villages » l'effort de gratuité des transports, mesure sociale et écologique, le renforcement des hébergements d'urgence et les logements pérennes pour les femmes victimes de violences, mesure de solidarité et de justice, la mise en réseau des professionnels de santé et la lutte pour le maintien des hôpitaux et maternités de proximité, des services publics en général ? Ce sont là des exemples de marqueurs de notre ambition politique qui doivent être popularisés et identifiés comme des combats communistes.

54 Nicolas Bonnet – Paris – non communiquée

55 Nicolas Cossange – Hérault

Pouvoir achat/Justice fiscale et mobilité : le fondement du mouvement des Gilets jaunes est le coeur des enjeux des Municipales. Rassemblement sur du contenu mais attention à ne pas sous-estimer le niveau d'organisation du Parti. Déjà nous sommes confrontés au problème dans l'Hérault : des maires de gauche sortants nous sollicitent, en particulier dans la métropole, et nous n'avons pas de camarades dans leurs communes ! Des programmes, des contenus de rassemblement, nous ne pourrions pas en faire sans communistes pour s'en faire le relais. Attention ce n'est pas qu'une problématique de villages et de ruralité.

Dernier point, dans l'Hérault comme ailleurs en France, nous avons de nombreuses villes ciblées par le RN. Ce sont les secteurs les plus précaires et les plus frappés par le chômage. Ce n'est pas étonnant mais nous devons avoir conscience qu'il s'agit de notre première bataille et élément de rassemblement.

56 Caroline Besse – Oise

Réticence

Page 2, 4ème § : « créer un nouvel impôt territorial des entreprises »

Je partage cette volonté politique, mais crains qu'une telle proposition « effraie » les artisans et dirigeant.es des TPE. Peut-on l'expliquer/préciser (dans un autre document peut-être pour ne pas alourdir la résolution) ?

1 précision (cf document joint)

Page 3, 1er § : « Nous voulons créer une démarche populaire inédite ... »

Je pense qu'il faut compléter ces 3 lignes en donnant quelques indications sur ce que nous entendons par l'élaboration inédite d'un projet municipal : consultation ou co-élaboration (selon l'échelle de la participation de Hart) avec les citoyens.nes, les partis « amis » et la société civile organisée ?

Pour une conduite inédite de campagne : quelle place souhaitons-nous laisser prendre aux habitant.es qui ne sont pas électeur.ices (cette question nous renvoie à notre position sur le droit de vote des citoyens.nes étranger.es) ? Comment utiliserons-nous (ou pas) les civic-techs et réseaux sociaux ?

Il s'agit aussi de proposer quelques indications pour la constitution inédite de listes de candidatures et le choix d'une tête de liste : faut-il proposer une votation citoyenne parmi les représentant.es de partis et/ou de personnalités issues de la société civile ? Les postes éligibles doivent-ils être répartis aux prorata des résultats aux M 2014 / E 2019 ou non ?

Sans nécessairement apporter des réponses à ces questions, la résolution doit surtout les poser afin que les Camarades puissent s'en saisir sur leurs territoires d'implication.

2 ajouts

a/ La résolution doit inviter nos Camarades à consulter les pages 68 à 74 du fascicule « Elections municipales 2020 » de l'ANECR.

Nos commissions et secteurs peuvent aussi produire 10 idées concrètes pour les territoires urbains et pour les territoires ruraux.

b/ Un paragraphe sur les intercommunalités doit absolument être inséré à la résolution, car elles portent souvent les compétences DD/écologie et développement économique/emploi, qui sont des sujets qui préoccupent particulièrement les habitant.es.

Je propose donc la formulation suivante, qui peut être insérée en page 2 comme 4ème point ou en page 3 avec les questions de démarche : « Par souci de cohérence, la construction du projet municipal est articulée à des propositions en vue d'un projet intercommunal. Cette élaboration doit se faire tant avec les habitant.es de la commune où nous sommes candidat.es, qu'avec les forces proches de nous qui se présentent aux électeur.ices dans les autres communes de l'EPCI ».

57 Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

Les expressions de ville intelligente, de smart city, de ville numérique fleurissent avec la promesse de nombre de services censés faciliter la vie et rendre l'espace urbain plus interactif, plus participatif, plus mobile, plus écologique, et plus sûr. Au-delà des belles promesses d'un avenir radieux, il y a une réalité : nous sommes et nous serons de plus en plus connectés et entouré.e.s de capteurs (à commencer ^par le mobiliers urbains...) qui collectent en permanence des millions de données sur nous, notre vie et notre environnement.

Ce qui donne potentiellement à ceux qui les exploitent le pouvoir d^ ; anticiper sur nos actions, nos désirs, nos envies, nos phobies, nos peurs, nos addictions, nos futures problèmes de santé. Liés à la puissance de calcul des ordinateurs, à l'extension des réseaux de télécommunication à très haut débits et aux développements des techniques d'intelligence artificielle, la maîtrise et l'exploitation de ces milliards de données représentent donc des enjeux de pouvoirs culturelles, politiques et économiques qui impliquent des réponses démocratiques et étiqes fortes, du niveau communal au niveau mondial. La révolution numérique engendre et va engendrait des bouleversements de nature anthropologique dans l'espace urbain au travers des desquels vont s'affronter, dans une tension extrême entre émancipation et aliénation, des visions antagonistes de l'avenir des sociétés humaines et de leurs rapports avec leur environnement naturel. La question est de savoir si les politiques publiques de demain seront élaborées et mise en œuvre par les habitant.e.s avec leurs élu.e.s, où elles seront dictés par IBM, Cisco, Siemens, huawei et les grandes plateformes du capitalisme globale. Les élu.e.s n'ayant plus le choix que de passer des marchés publics avec les uns ou les autres. Nous devons prendre le pouvoir sur la socialisation de nos données personnelles dans l'espace urbain : Allons nous offrir gratuitement, sans maîtrise, sans contrôle citoyen, sans contrepartie aux plateformes capitalistes nos données afin qu'elles se construisent des rentes sur leurs valorisations et qu'elles les utilisent pour nous

vendre sur l'étagère les politiques publiques de leurs choix ? La maîtrise et l'exploitation des données collectées dans l'espace urbain doivent au contraire être mise au service de l'intervention citoyenne. Il s'agit de considérer que l'ensemble des données recueillie par les différents services communaux et propres aux compétences de la commune, et par les différents capteurs urbains installés sur la voie publique et les bâtiments municipaux (mobiliers urbains, caméras, voirie intelligentes, lampadaires, poubelles et containers à verre connectés, véhicules et engins communaux, capteurs de qualité de l'air et l'eau, wifi public, compteur d'eau si régie publique,...) forme un Commun de la ville et doit être placé sur la gouvernance des habitants. Leur accès et exploitation doit être géré selon une charte éthique et sur la forme juridique d'une licence à réciprocité. C'est-à-dire que les habitants, les organismes publics, les associations, les structures coopératives pourraient en disposer gratuitement par les entreprises pour pouvoir les exploiter devraient soit payer, soit justifier d'une activité sur la commune générant un nombre significatif d'emplois salariés de qualité.

58 Hadrien Bortot – Paris

Tu dis Pierre (Lacaze) dans ton rapport qu'il faut stopper la vague libérale qui serait incarnée par LREM. Soyons clairs, la vague libérale elle passe aussi par des villes qui se disent de gauche ou l'on assiste à la privatisation de l'espace public et des biens communs alors même que l'on participe aux exécutifs. Il faut que l'on règle cette contradiction et je crois qu'il y a une ligne rouge. Nous devons porter une vision de la ville de privatisée, des espaces publics qui ne soient plus livrés au marché (vous avez vu autour de colonel Fabien ces trottinettes qui pullulent sur les trottoirs), des biens communs gérés collectivement. Ensuite sur la question de la participation citoyenne. Il nous faut un cadre national. Une méthode nationale pour échapper à l'image qui nous a collé à la peau des alliances à géométrie variable. Cette place des citoyens il faut que nous l'affirmions et que l'on fixe le curseur est-ce que c'est simplement pour écrire un programme ou est-ce qu'on va plus loin et qu'on permet aux citoyens de participer démocratiquement à la constitution des listes. C'est notre rôle de direction nationale que de sortir du flou et d'œuvrer tout à la fois à l'irruption citoyenne et à la reconstruction de la gauche.

59 Mina Idir – Var – non communiquée

60 Amar Bellal – Ile-et-Vilaine – non communiquée

61 Pierre Bell-Iloch – Val-de-Marne

Attente vis-à-vis du dispositif national pour construire des principes communs et être accompagnés dans les discussions : Bilan difficile dans un contexte nouveau et besoin d'un projet combatif. Moins de dotations, plus de taxe d'habitation, construction des intercommunalités. Construction d'un projet avec les citoyens comme toujours peu être mieux... Deux gardes fous : démocratie bourgeoise dû à la non participation des quartiers populaires. La place du parti lorsqu'on laisse la place à d'autres
- Besoin de savoir comment faire : entre FI et PS qui se disent inconciliables. Avec les verts plus exigeants mais qui interroge le projet donc besoin d'indication départementale et nationale. Incinération ou enfouissement, bio dans les cantines mais toujours accessibles Construire des liste de combat pour lutter contre la désertification et au recul des services publics d'état. Face à la baisse des moyens et des services publics il faudra gagner les moyens de politique sociale offensive. Attention à ne pas perdre notre boussole de défense des populations fragiles et des quartiers populaires.

62 Nathalie Marchand – Somme

A la lecture du projet de résolution du CN de ce jour, il me semble important de donner des éléments de convergence et de décisions collectives sur les politiques publiques par l'aménagement des territoires. Il faut un paragraphe sur les communautés d'agglomération et la municipalité dans cet espace ? Ainsi, face aux lois MAP, Santé 2022, Pacte ; nous voyons grandir l'idée que porte le gouvernement, sous le prisme développé : France Connect, le déploiement du tout numérique en lieu et place de nos territoires. Face aux stratégies de mise en œuvre de ces lois, nous voyons que l'échelon communal risque de disparaître au profit de maison de service au public (MSP). Ainsi, nous avons besoin d'une réflexion sur le sujet, que ce soit écrit dans le projet de résolution. La question de la désertification des territoires doit nous préoccuper et doit amener des solutions par la réimplantation des services publics. Aussi, pour le département de la Somme, voire un positionnement d'ensemble avec parlementaires et élus des départements de Hauts de France sur le projet européen du Canal Seine Nord, qui est d'importance pour la Somme, compte tenu des besoins en emplois et de fait de la question du pouvoir d'achat.

63 Julien Attal – Seine-Saint-Denis – non communiquée

64 Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne

Lorsqu'on regarde le tableau des villes PCF, on constate que la somme Gauche + écologiste ne dépasse les 50% que dans 24 d'entre-elles. C'est une alerte sérieuse. Question sur les statuts et sur qui décide des stratégies locales et des candidatures locales. Sans un échelon plus large, comment gérer, trancher ou construire sur les questions de parité des têtes de liste, d'accords de victoire partagée, de territoires, agglo, métropole, communauté de communes ?

Sur les municipales, 3 axes : Bilan, savoir-faire et compétence des élus communistes à partager au niveau national pour donner de la force et de la crédibilité, même là où nous ne sommes pas sortants ; des élus communistes bâtisseurs de population et de vivre-ensemble ; des élus de combat pour répondre aux besoins des populations.

3 cas : dans les villes de droite, être les inspirateurs et les moteurs de rassemblement pour parfois simplement permettre la présence d'une liste de gauche et la présence de la gauche lors du scrutin ; dans les villes de gauche, être les moteurs de propositions pour la ville, de l'exigence de contenus et de propositions pour construire notre utilité et notre présence et porter des exigences de démarches démocratiques ; dans les villes PCF, initier des démarches citoyennes en amont et en transparence des discussions d'accords ou d'alliances électorales, sans les nier, ni les cacher.

Attention, à nous et à toute la gauche, de ne pas construire de rassemblement de « sauve qui peut », il y a à la fois une exigence de rassemblement à gauche et un refus de construction politicienne pour « garder des places ». N'allons pas vers des rassemblements pour le rassemblement, construisons des rassemblement de sens, de défense et de projet.

65 Karina Kellner – Seine-Saint-Denis

3 dimensions dans les enjeux des prochaines échéances de 2020.

Une dimension politique de fond : la capacité que les communes puissent être des espaces de résistance aux politiques libérales, c'est-à-dire la construction de politiques publiques au service des attentes populaires. Soit les fractures territoriales, spatiales, sociales vont se réduire avec le champ de politiques publiques ; soit, pour les années qui viennent, l'espace se réduit et le socle de la République que constituent les communes, et donc la réponse aux gens, vole en éclat.

L'enjeu de l'égalité des territoires, des services publics, donne une dimension nationale à ces élections.

Nous sommes les meilleurs pour le porter car c'est ce qui fonde notre identité dans les endroits où nous sommes en responsabilité. Il faut que la vie des gens change ; il faut répondre au sentiment d'abandon, aux discriminations mais aussi au sentiment de beaucoup de citoyens d'être relégués hors champ du politique, hors champ de l'intervention publique.

Le 2nd enjeu est celui de la crise politique, la crise de la représentation, qui se traduit par une montée de l'abstention. 39 % aux élections de 2014. Cela veut dire que dans les quartiers populaires ou dans certains endroits le vote aux élections locales représente parfois 10 % des inscrits. Or, c'est un enjeu crucial qui nous interroge. Car ce que nous allons porter comme pratique de démocratie directe et représentative dans cette aspiration grandissante à plus de pouvoirs pour les citoyens. Nos villes sont le terrain de ces innovations et la commune le lieu de ces constructions.

Qu'allons-nous opposer aux bouleversements institutionnels qui arrivent et qui vont concerner la commune, les intercommunalités, les métropoles au 1^{er} janvier 2020 ? Cela nécessite des visions de construction de projets et d'élaboration avec les habitants pour penser les territoires comme des lieux de vie, d'aspirations progressistes.

Or, ce qui se prépare ce n'est pas l'égalité territoriale. Sur ce sujet, nous avons besoin d'un état des lieux précis, de coordination et d'une construction collective, en étant attentifs aux enjeux de la réforme des collectivités. Pas un débat technique, de structure, mais un enjeu démocratique avant tout.

La troisième dimension : notre responsabilité de direction nationale pour accompagner les militants, les fédérations, la coordination des territoires et notamment des territoires les plus isolés. Il faut un plan de travail ainsi qu'un accompagnement sur les contenus et la démarche pour préparer les candidats (renouvellement, etc.).

Enfin, il faut partager l'atout que représentent nos élus et l'innovation politique portée dans la gestion de nos villes. C'est une force qui aide tout le monde. En articulant les projets locaux aux enjeux de transformation de la société. Nous avons besoin d'identifier ce qui va faire sens dans une construction collective avec les habitants, quel que soit le lieu.

Le projet sera au cœur pour élaborer des conquêtes ou mettre en valeur notre conception de la commune.

66 Raphaël Debu – Rhône

« Nous n'avons pas d'ennemi à gauche, l'adversaire c'est la droite et l'extrême droite » doit nous pousser plutôt à proposer de reconduire les majorités municipales auxquelles on participe. Le PCF peut jouer un rôle

pivot à gauche et s'attaquer au défi d'articuler rassemblement populaire et rassemblement politique. La recherche de cohérence politique entre les différents projets de ville, notamment à l'échelle des intercommunalités, qui gère, l'air de rien, 60 % du budget et les politiques structurantes, celles de l'aménagement du territoire. Nous pourrions, à travers les outils idoines, mutualiser des axes de projet, notamment sur les questions de mobilités, du logement, de la promotion des services publics avec une mise en exergue de la dimension écologique de nos projets. L'idée centrale est de construire une ville humaine face à la ville capitaliste – à l'échelle communale et intercommunale.

67 Pierre Laurent - Paris

Je commence par deux remarques :

- 1) sur le calendrier, le CN de septembre ne suffira pas, il faut je crois prévoir un nouveau point d'ensemble en octobre qui tienne compte de toutes les évolutions du paysage des élections municipales d'ici là ;
- 2) la résolution me paraît générale, du coup pas très opérante, et même approximative ou inadaptée sur certaines directions qu'elle présente.

Je viens à quelques remarques de fond que je veux ajouter.

- 1) Bien entendu, nous avons ici à définir un cap de bataille pour toutes les situations qui vont être diverses dans le pays. Mais au cœur de ce cap, il y a une chose essentielle, je dirais même existentielle, dont la direction du Parti doit se sentir directement comptable : tous nos efforts doivent tendre vers la construction de nouvelles victoires dans les 750 communes que nous dirigeons, en identifiant aussi rapidement celles que nous voulons et pouvons conquérir. C'est, à proprement parler, la question de notre implantation nationale qui se joue concrètement dans les départements et les régions. Cet objectif doit avoir des implications dans les discussions avec nos partenaires, dans la déclinaison concrète de notre dispositif de travail, dans nos orientations précises car si c'est un enjeu national majeur, plus que notre score aux européennes à mes yeux, il se construit dans des batailles locales concrètes et non un discours national général.

A tous les niveaux, nous devons donc définir et maîtriser nos priorités ; hiérarchiser en fonction de cela notre travail de direction nationale, et faire jouer à plein la solidarité et la cohérence dans notre travail et notre approche.

- 2) Cette maîtrise est d'autant plus essentielle, que la situation politique va encore beaucoup bouger et évoluer, et la bataille municipale ne ressembler à aucune autre. Nous avons des savoir-faire mais aucune recette préétablie, et donc les allers-retours avec les fédérations, qui seront le point névralgique, les points au sein de notre direction nationale devront être réguliers et denses pour maîtriser le paysage au fur et à mesure de ses évolutions.

- 3) Le cœur de notre campagne est de faire de la commune un échelon de progrès concret pour nos concitoyens, un échelon de combat pour cela. Nos campagnes doivent être positives, constructives, mobiliser l'engagement citoyen, en montrant les marges possibles pour des politiques de progrès à cette échelle, et en identifiant avec les citoyens les enjeux de bataille avec l'État et dans les intercommunalités et métropoles. Nous devons avoir un discours de conquête, démocratique et citoyenne, pas un discours qui expliquerait que rien n'est possible tant que Macron est là, car il sera là après les élections, et les électeurs le savent. Attention au discours sur la commune prise en étau. C'est vrai, mais il faut retourner notre discours pour renvoyer à la conquête et à l'innovation contre l'impuissance, contre ceux qui veulent priver les citoyens d'un espace communal de solidarité, d'épanouissement pour chacun, d'action, d'innovation et de construction. Ne laissons pas penser, à notre corps défendant par des expressions maladroites et in fine fausses, que les communes, prises dans l'étau des politiques libérales, n'auraient aucune possibilité d'action pour résister et faire prévaloir d'autres choix.

- 4) Enfin, une remarque sur la dimension de construction citoyenne aujourd'hui centrale. Cela doit avoir des conséquences sur le profil de nos candidats. Il y a aura, c'est évident, des citoyens hors parti parmi nos candidats, mais je veux parler des candidats communistes. Nous avons besoin de camarades qui sachent être des animateurs·trices de la vie citoyenne dans leurs communes, qui rayonnent, qui sachent se mouvoir et évoluer dans un dialogue citoyen permanent.

68 Vanessa Ghiati – Hauts de Seine

Déclaration pour les Municipales hors sol, très nationale, pas assez ancrée sur les enjeux locaux. Il faut partir dès le démarrage dans ce texte sur l'aspiration des habitants à être acteurs de leurs territoires et villes/villages. Ils sont et font la ville. Beaucoup se satisfont de leur Maire. Ils veulent des élu-es de proximité, à l'écoute, qui respectent leurs engagements. S'appuyer sur nos bilans dans nos villes. Ils/elles veulent co-construire les politiques locales. Dans les politiques locales, des questions nouvelles se posent à nous : l'accueil des migrants. Cela bouscule nos politiques sociales, du logement, de solidarité. Dans les élections municipales, il faut partir des réalités territoriales et locales. Ce qui compte c'est le projet de

territoire que nous porterons. C'est à partir de lui que nous rassemblerons ou seront dans le rassemblement à gauche. A Malakoff, nous avons décidé de faire une campagne qui permette aux forces politiques et à chaque citoyen de prendre sa place. Une campagne dynamique, interactive, qui permette la co-construction. Tout cela en prenant appui sur notre bilan et nos atouts.

69 Deffontaines Léon – Somme

Nous avons, lors de notre ANA renouvelé nos campagnes pour l'année à venir. Les élections municipales ont naturellement nourri nos débats.

Dans ce sens, nous avons décidé de mener une bataille autour du développement des transports en commun.

Les enjeux de transports permettent de répondre à deux aspirations croissantes chez les jeunes :

- Aspiration à la mobilité. Les jeunes aspirent toutes et tous à pouvoir se déplacer, que ce soit pour aller étudier, travailler, ou même pour accéder au sport, à la culture et aux loisirs.

- Aspiration écologiste. Nous l'avons vu ces derniers mois, la lutte contre le réchauffement climatique est devenue un enjeu central pour notre génération. La lutte pour le développement des transports en commun rentre totalement dans cette lutte. D'ailleurs, localement, des fédérations ont porté directement des revendications autour du développement des réseaux de transports en commun dans les cortèges de manifestations. A chaque fois que cela a été fait nous avons eu de très bons échos.

Comment allons-nous la mener ?

L'idée est de réussir à imposer dans le champ politique et médiatique des élections municipale que l'enjeu des transports en commun est central. Nous allons tout faire pour que dans un maximum d'élection l'enjeu des transports en commun devienne l'enjeu déterminant et que chaque liste n'ait pas d'autre choix que de se positionner autour de ce qu'on porte. Pour ce faire, nous allons déployer cette bataille en deux phases :

- 1ère phase : construction du programme avec les élus et les sections.

- 2ème phase : médiatisations : multiplication des actions médiatiques, interpellations des candidats, etc.

70 Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine – non communiquée

71 Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

Campagne des municipales, recomposition politique et initiatives stratégiques à gauche

Ce à quoi j'essaie de réfléchir c'est : qu'est-ce qui relève de la stratégie nationale et de la stratégie locale ? Je vous avoue que je pense que dans l'appel que l'on a voté où l'on parle de « reconstruire une perspective à gauche », d'un appel à « l'union populaire qui porte un nouvel espoir pour la France », on a besoin de beaucoup travailler. Ça ne fait pas le compte, c'est trop factuel ce que dit le Parti communiste. Il y a une situation à gauche du point de vue des forces politiques à analyser davantage et il y a surtout un abandon d'une grande partie de gens qui sont de gauche et progressistes. Je veux encourager, qu'on essaie dans les semaines et mois qui viennent de se poser les bonnes questions : c'est quoi cette union populaire qui porte un nouvel espoir pour la France ? C'est sur quoi ? C'est quelle construction politique ? Quel est le rôle des partis et donc du PCF ? Quelle nouvelle place à la démocratie politique ?

S'il n'y a pas une initiative stratégique qui mêle le destin du Parti communiste et le destin de la gauche, si le PCF n'est pas identifié sur une valeur fondamentale utile à l'alternative au capitalisme (pour ma part, je pense à l'égalité), on est marginalisé définitivement. Je pense qu'il faut pousser l'initiative, l'audace stratégique. Nous avons deux atouts : notre histoire et encore notre force militante. Tout immobilisme aura des conséquences sur les municipales. Voilà pourquoi je me suis abstenu. J'espère qu'à la rentrée on va être capables de porter, comme on l'a fait à d'autres périodes de notre histoire, un terrible effort stratégique audacieux. Sinon, on va subir la multiplication d'initiatives diverses à gauche ne nous offrant que le ralliement par défaut ou le rejet pour instrumentalisation ou désaccords et cela aura des conséquences, y compris sur les élections municipales en termes d'utilité du Parti communiste.

La deuxième question c'est qu'on a évidemment à territorialiser les élections municipales, mais il faut y mettre des choses extrêmement concrètes et il faut bien que le Parti communiste énonce par des engagements et des luttes les plus rassembleuses : comment les habitants vont-ils vivre mieux ? Et là, il faut dégager des choses concrètes. Ça monte de partout sur la gratuité des transports, les mètres cube d'eau gratuite... Enfin, il y a un moment où il faut qu'on se remette à donner une vision d'émancipation à travers ces élections municipales. Nous avons nos mots, nous avons notre culture. Évidemment projet, bilan (celui des élus communistes est à valoriser nationalement et localement) mais il faut relier les gens sur des éléments concrets de droits, d'émancipation, etc. Et il faut prendre des engagements qu'on va tenir. Et moi je pense que l'une des singularités de l'apport, de l'utilité des communistes dans ces municipales, c'est qu'ils vont prendre des engagements, en les prenant en termes de lutte mais avec un état d'esprit. Ce n'est pas lutter pour lutter, c'est « on veut gagner » ! Si on veut un centre de santé, on va se défoncer et on va être reconnu comme les plus utiles pour gagner sur cette question là, comme sur d'autres questions : la gratuité de l'eau, des

transports, des équipements publics de santé ou de services à la personne, etc. Voilà, je pense qu'il faut énoncer des combats.

Il va se passer énormément de choses. Il va y avoir une réforme du financement des collectivités territoriales, il va y avoir une loi sur l'engagement des maires. C'est-à-dire que toute la philosophie, la recomposition avec le grand débat va s'opérer là, dans les semaines et les mois qui viennent à l'initiative de Macron et de sa majorité.

Il y avait un contrat entre les 340 collectivités les plus riches et l'État. Ils vont étendre cela à beaucoup plus de communes. Ça veut dire qu'il y a de l'État, de l'État stratège. Et ce qui est en train de se passer là, c'est une captation du privé sur l'action publique. Ce n'est pas seulement la question de la privatisation.

Privatisation parce qu'il y a eu un travail du capital sur où est-ce qu'il y a de la valeur ajoutée et où est-ce qu'on peut supplanter au public. Mais il y a toute la question du management, avec les gens considérés comme des consommateurs, des clients et plus des usagers. Pourquoi une loi sur la fonction publique ? Ce n'est pas pour moderniser le statut, pour réduire des inégalités sociales ou territoriales. C'est pour développer la contractualisation, installer la culture du résultat et pas un service d'intérêt général. Le gouvernement veut transformer l'essai d'une ville de l'offre des biens communs à la ville des usages par l'argent. Les services publics, ils doivent provoquer de l'égalité devant le droit commun. Donc on va voir tout ça qui va bouger. La dernière chose que je veux dire, c'est que dans ce que l'on va dire et discuter avec les autres formations, il faut savoir ce que l'on veut, et Pierre (Laurent) a raison, il y a un moment il faut mettre de l'ordre. Il faut hiérarchiser ce que l'on dit aux autres formations que l'on rencontre nationalement. Et moi je vous dis ce que je pense, ça va peut-être choquer. Si on se fait enfermer sur les étiquettes et les résultats des européennes, on est « cramés » mes camarades. Et on n'a pas que des amis, y compris à gauche. Tout le monde va nous scotcher par le résultat et nous faire le coup de l'étiquette. Il ne s'agit pas de renoncer à notre identité politique, jamais de la vie je proposerai ça. Mais vous voyez, il y a un moment, il faut savoir comment on nationalise et comment on localise cette campagne des municipales. Sinon, on est dépecés.

On a encore un peu de temps mais pas beaucoup. Il faut que l'on provoque le Parti communiste. Je vous le dis sincèrement, c'est ce que je pense, je n'ai pas parlé hier. Il faut qu'à la rentrée donc, avec le maximum d'adhérents-es, l'on travaille. Il faut que le Parti communiste prenne une grande initiative stratégique à gauche et qu'il soit sur ses deux jambes, qu'il parle à la gauche (aux partis mais pas seulement) en définissant quel est le cap par rapport au libéralisme et évidemment une initiative stratégique qui prenne en compte l'apport des citoyens de bout en bout des gens.

Voilà j'ai fini. Je vous dis cela parce que je pense que chacun met ses mots, mais si on n'a pas cette initiative là et qu'on se plante aux municipales, c'est assuré, c'est la dénationalisation du Parti communiste.

72 Marine Roussillon – Paris

Notre identification nationale dans la campagne passera par les propositions que nous mettrons en avant : comment valoriser le bilan de nos villes ? Quel apport des secteurs du Parti ? Nous menons la bataille des services publics : quelles propositions municipales pour répondre aux exigences des populations sans jouer le jeu de la dénationalisation des services publics ? Un exemple : l'éducation nationale. Plutôt que de faire à la place du service public ce qu'il n'a plus les moyens de faire (ce qui nous met de toutes façons dans une situation financière intenable), nous pouvons mener des batailles qui font levier vers le renforcement des services publics : bataille pour l'accès de tous les jeunes à l'enseignement supérieur, contre les discriminations sociales et territoriales ; bataille pour la maternelle ; amélioration de l'environnement éducatif pour interpeller l'État sur ses responsabilités ; en prenant appui sur nos réalisations locales, exiger la construction d'un service public national du loisir éducatif.

73 Jean-Marc Durand – Drôme

Cette échéance électorale très importante pour nous, suppose d'être appréhendée à partir de la situation politique d'aujourd'hui. Tout d'abord impossible de s'engager dans cette bataille électorale sans replacer la question de la politique municipale dans l'enjeu plus large des politiques national et européenne. La situation des communes exige une réponse politique de fond si on ne veut pas donner l'impression d'être hors sol et de laisser finalement le champ libre à La REM qui apparaîtra comme la force la plus crédible, la plus « responsable ». Et c'est peu dire que les communes sont aujourd'hui prises en étau. Attention en disant cela il ne s'agit pas de démoraliser tout le monde, de nous engager dans une bataille en donnant l'impression que nous y allons à reculons. Non il s'agit à partir de ce constat qu'il est difficile d'ignorer, de faire de notre campagne des municipales et de nos futures communes un levier de la résistance contre les politiques néolibérales, un lieu de construction d'une alternative économique, sociale, démocratique et environnementale. Cela est important pour que les électeurs puissent nous identifier dans cette bataille et retrouver l'utilité d'une commune dirigée par un maire communiste. En quelque sorte quelque chose qui ressemblerait à ce qui avait permis de nous ancrer dans la population dès le début des années 30 et qu'on a

appelé le communisme municipal avec une sorte d'apogée dans les années 50-60. A ce propos aujourd'hui il n'est parfois pas simple de faire la différence entre la gestion d'une commune dirigée par nous et une dirigée par d'autres forces politiques. Et cela se comprend tant la pression, la contrainte budgétaire, institutionnelle et organisationnelle est forte sur les communes. Nous ré-identifier dans cette bataille, devrait nous conduire à mettre en avant deux axes structurants. D'une part, la reconquête d'une vraie autonomie et latitude budgétaire. De l'autre, la mise en débat de l'évolution de l'organisation administrative territoriale qui vise à vider les communes de leurs compétences, en cela le prochain acte de « décentralisation » mis en chantier par Macron fait craindre le pire. Financement. Allons-nous laisser disparaître la TH et demain la CTE (CVAE et CFE dont le Medef ne veut plus) ? Sans ressource fiscale propre, finie l'autonomie budgétaire et fiscale des communes et donc bienvenue à une tutelle de fer de l'Etat qui aura tôt fait de rendre leur existence impossible... Il nous faut réexaminer la question de la fiscalité locale de son mode d'établissement à partir d'une base indiciaire (patrimoniale), travailler les impôts que nous voulons voir exister au plan local sur les entreprises et les citoyens. Il ne serait sans doute pas inutile de parcourir le livre qu'avait écrit Camille Vallin ex député-maire de Givors « les quatre vieilles ». Et la question du financement ne se borne pas à la fiscalité mais concerne aussi le rôle des banques et du crédit pour créer et développer les services publics locaux, pour réaliser des investissements utiles à la population. Et de ce point de vue nous pourrions utilement mettre en avant un nouveau modèle démocratique communal en créant par exemple des CESEL (comité économique, social et environnementale local), véritable institution de consultation et d'intervention adossée au Conseil municipal. La fonction du CESEL serait de travailler des projets communaux, d'en proposer, de s'assurer de leur faisabilité y compris au plan budgétaire avec le pouvoir en cela d'intervenir auprès des banques locales pour solliciter du crédit à taux très bas, voire zéro, selon la nature et l'impact social et environnemental des projets. La question de l'existence des services publics communaux est en effet centrale pour le devenir même des communes, ce qui nous conduit au second axe structurant de notre bataille : le devenir des structures intercommunales. Quelle organisation administrative du territoire national ? C'est le second angle d'attaque du pouvoir néolibéral contre les communes. La prochaine étape de l'intercommunalité que Macron qualifie de décentralisation risque de porter un coup fatal à de nombreuses communes. Depuis les lois Chevènement et Voynet, les pouvoirs politiques n'ont eu de cesse de transférer les compétences des communes vers des structures intercommunales qui n'ont cessé de grandir (communauté de communes, communauté d'agglomération, grandes agglós, métropoles...). A ce rythme, les communes ne seront bientôt plus que des coquilles vides aux budgets hyper réduits, qui n'auront comme seule solution que de toujours plus fusionner ou de mettre la clé sous la porte. Il est donc urgent de travailler cette question de l'intercommunalité et des transferts de compétences, y compris en lien avec l'existence du département, elle aussi terriblement menacée. Deux mots pour finir. Quant au rassemblement, Il est nécessaire à gauche pour conserver les mairies de gauche, les nôtres en sont partie intégrante, et en conquérir. Mais de ce point de vue la nature et le contour de ce rassemblement seront à travailler en fonction des réalités politiques et citoyennes locales. Tout à priori excessif pourrait se payer cher ! S'agissant de la gratuité des transports. Beau slogan mais la réalité est parfois différente. Tout d'abord qui paye ? Et peut-on prôner la gratuité des transports lorsque ceux-ci sont délégués à des entreprises appartenant à des multinationales qui capent ainsi le 1% transport et diverses subventions publiques ?

74 Silvia Capanema – Seine-Saint-Denis

Je vais essayer d'être brève même si je voulais aborder plus de sujets.

Je suis d'accord avec la fin de l'intervention de Julien Attal, quand il dit qu'il faut donner une priorité à Saint-Denis, voire à la Seine-Saint-Denis, pour son histoire, sa réalité actuelle, son caractère populaire et de terre de migrations, sa situation géographique, etc.

Mais, comme nous le disait Pierre Laurent lui-même, nous sommes en train de vivre un éclatement de la composition politique qu'on connaissait déjà avant et cela n'est pas encore fini. Tous les partis politiques tels qu'on les connaissait avant sont en train de se décomposer, c'est le cas aussi pour le nôtre. Il faut le savoir. La question, selon moi, ce n'est pas de faire exister une identité communiste ou d'imposer un PCF, nous sommes plus utiles en étant communistes partout où nous sommes : dans les mouvements sociaux, comme parents d'élèves, au sein des syndicats, dans les luttes sociales, aux côtés des gilets jaunes, dans les milieux professionnels... C'est plus utile que de rester entre nous, pour porter le rassemblement qu'on souhaite et la recomposition de la gauche de transformation sociale.

Nous avons posé la question de la VI République auparavant. Pour les municipales, dans le contexte actuel, posons-la à nouveau. Faisons des programmes avec de fortes propositions démocratiques, qui traitent aussi du renouvellement des institutions. Nous avons été novateurs en termes de démocratie locale autrefois. Soyons-le encore. Proposons des RIC locaux, de nouvelles façons de fonctionner, des assemblées citoyennes. Et ceci, dès le programme, avec déjà un fort renouvellement sur les listes et des élu-e-s dans les villes notamment où nous sommes au pouvoir depuis des années. Et faisons-le vraiment.

En Seine-Saint-Denis, je reste toutefois optimiste. Nous avons retrouvé en 2017, avec les présidentielles et même les législatives, le vote « communiste » d'avant, au sens large du terme. C'est le cas aussi pour certaines villes aux élections européennes, une population qui a voté beaucoup pour LFI et pour nous. Il faut voir les choses dans le sens inverse aussi, du bas vers le haut. Nous pouvons avoir des villes communistes, au sens large du terme, partout sur le territoire, à condition de vouloir regarder ce vote communiste qui change, et de savoir qu'il y a une attente populaire à laquelle il faut répondre.

D'autres priorités qui méritent d'être considérées, à mon avis, c'est l'école. Dans les quartiers populaires, on parle de lutter contre les discriminations. Or, il faut savoir qu'on lutte contre les discriminations en agissant pour l'égalité, pour l'égalité en fonction aussi des conditions de vie et des parcours de chacun. Je pense que nous faisons déjà beaucoup de choses pour l'éducation dans nos villes, mais il faut avoir l'audace de faire plus ou de faire différemment. Peut-être aussi revoir notre façon de fonctionner. Sommes-nous en phase avec les demandes de la société, des parents d'élèves ? Car ces attentes changent très vite. Je cite l'exemple de Gennevilliers, qui a mis en place des cours bilingues en CP pour toutes les écoles, en signant une convention avec les universités du territoire. Je ne dis pas que c'est précisément cela qu'il faut faire, mais réfléchissons avec ambition. Il faut faire le maximum pour l'école, vraiment le maximum. Je pense aux parents, aux mamans notamment, qui sont mobilisés à Saint-Denis, tous les jours depuis un mois, devant une école à proximité de chez moi. On tient une chaîne humaine pour sensibiliser sur la gravité de la situation du quartier, où la drogue est rentrée dans l'école, les dealers menacent les enseignants, le trafic à ciel ouvert perturbe tout le fonctionnement du quartier, menaçant aussi les établissements scolaires. Il faut également agir à notre échelle tout en menant le combat politique envers l'Etat.

Une autre priorité, et je terminerai là-dessus, sont les questions féministes ! Les questions féministes avec un biais local. Je salue la mise en place ici d'une garderie d'enfants. D'ailleurs, ma fille y est et je dois la récupérer bientôt. Cela fait suite à la revendication de beaucoup d'entre nous. Je pense que dans tous les espaces publics, tous les débats publics, nous devons avoir des garderies et des espaces pour enfants. C'est la condition pour que de nombreuses femmes participent à la vie citoyenne. Nous le savons. Dans nos villes, si nous créons un service de garderie plus souvent, nous pourrions développer une activité rémunérée en particulier pour les jeunes, qui en ont tant besoin. Former des jeunes pour la garde des enfants, créer plus d'offres, mettre en place aussi une autre dynamique de circuits courts. Je pense que c'est indispensable. Nous devons sur ces sujets et d'autres – démocratie pour une nouvelle république ; réinvestissement de l'école et de la jeunesse ; projet féministe avec des actions concrètes qui favorisent de nouveaux circuits – produire des projets ambitieux à l'échelle locale.

75 Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime

Nous les communistes on veut dessiner le paysage politique des futures Municipales tel qu'il sera l'année prochaine. Sauf que le paysage politique continue d'exploser et donc attention aux pronostics figés car le monde ne tourne pas en fonction des résolutions du CN du PCF. Il y a urgence à ne rien figer. Le PCF nationalement doit, comme le fait l'ANECR, valoriser l'apport des maires communistes. Macron avec ADP tend un piège car la collecte des 5 millions de signatures s'arrête 1 semaine avant le 1^{er} tour. Il veut s'offrir une victoire pour dire : « regardez à tous qu'ils s'y sont mis ils n'ont pas leurs signatures » et continuer à dire qu'il n'y pas d'alternative à sa politique. Enfin gare à notre posture et à ne pas apparaître conservateurs au risque de subir nous aussi le dédagisme institutionnel.

76 Ismaël Dupont - Finistère

Je voudrais dire déjà que je trouve que les débats de ce matin sur la préparation des élections municipales et ses enjeux, bien que passionnées, sont plus ouverts, approfondis et intéressants, sans doute parce qu'ils ont une visée pragmatique immédiate, que ceux d'hier sur le bilan et l'analyse, et les suites de nos résultats aux européennes. Dans ce contexte de décomposition et recomposition politique, qui rend le jeu très mouvant, très incertain, très ouvert, avec des perspectives de triangulaires et de quadrangulaires au 2^e tour des municipales dans beaucoup de communes, avec une absence d'hégémonie évidente d'un parti à gauche, et des acteurs de gauche tiraillés entre des options et des tentations contraires (FI, Génération.S, PS, EELV), je suis assez satisfait de la résolution proposée sur les municipales. Elle a le mérite de poser une cohérence nationale en terme d'objectifs (rassemblement à gauche et avec les citoyens pour conserver et gagner des élus communistes et des mairies à gauche, résister aux dynamiques LREM-droite et RN) sans définir de formule stratégique trop déterminée sur le plan national, car il va falloir beaucoup de souplesse et d'esprit d'adaptation et d'innovation sans doute pour préserver nos positions, en gagner, et surtout les intérêts de la population dans ce contexte très compliqué. Il y a aussi un enjeu qui n'a pas été souligné jusqu'ici : sur notre territoire, une partie importante des maires de communes rurales ne se représentent pas du fait de la complexification croissante de la tâche et du coup, il y a des opportunités pour faire élire des maires et des adjoints au maire dans ces communes, sur la base de leurs expériences et de leur apport personnel plus sans

doute que de leur étiquette politique, à condition de faire un travail de recensement et de persuasion au niveau des fédérations pour repérer des profils parmi nos adhérents, sympathisants, syndicalistes proches, pouvant prendre des responsabilités ou animer des collectifs dans des listes de petites communes. Par rapport à la construction citoyenne de nos listes et de nos projets et à la démocratie participative, c'est vrai que c'est dans notre ambition de donner le pouvoir aux habitants, de les aider à assumer des responsabilités et à participer à la prise de décision, mais je partage, sur le plan de la construction de la liste, les interrogations exprimées par Pierre Beloc'h. Méfions-nous, notamment dans la phase de construction de nos listes des logiques de mise à l'écart des organisations politiques, de construction juste avec des citoyens politisés, appartenant à la classe moyenne intellectuelle, avec parfois des forces politiques qui instrumentalisent, et en tout cas des risques de coupure avec les attentes et besoins des catégories populaires qui ne vont pas forcément dans ces assemblées citoyennes. On peut travailler avec des citoyens non encartés tout en construisant aussi de manière collégiale avec des organisations politiques des projets municipaux sur la base de discussions et de recherche de consensus. Je m'interroge aussi sur la possibilité d'associer dans nos choix la réflexion sur les municipales à une réflexion sur les départementales et régionales, qui arrivent en 2021, et les sénatoriales en 2020. Dans le contexte aujourd'hui compliqué pour certains acteurs à gauche, il y a peut-être moyen de faire progresser nos positions sur des listes d'union large. Sachant qu'on peut y avoir intérêt pour gagner ou conserver des élus, et surtout pour créer de l'espoir, réaffirmer l'existence d'une gauche avec des projets en phase avec les intérêts de la population, repousser la perspective mortifère d'une bipolarisation LREM-Droite/ Rassemblement national.

Enfin, une question que nous n'avons pas abordé ce matin. On a noté l'importance et les prérogatives croissantes de l'intercommunalité ? Quid de la perspective d'un suffrage universel direct distinct pour élire les élus communautaires ? Continue t-on à être très réservés en la matière au nom de la défense de la commune comme échelon essentiel de la démocratie de proximité ? Mais n'y a t-il pas un déni de démocratie à ce que des budgets et des compétences très importantes soient gérés par des élus communautaires sans projet validé par la population, sans mandat, en dehors du clivage droite-gauche ?